

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

NUMÉRO 205
3 JANV.-6 FEVR. 1981

« RÉPONSE
A MARCHAIS »



Le Peuple Breton

PLOGOFF 81 :

RESISTER !

M 2331 - 205 - 5,00 F

imprimerie artistique & commerciale

2, rue d'Antrain - 35000 RENNES - Tél. (99)30.24.12

Tous les imprimés - Livraisons rapides - Travail soigné

STAGE CODE CONDUITE

Traditionnel possible

Permis B - C - D - C1

Conditions de fin d'année

CERBA QUIMPER

98 bis, avenue de la Libération

Tél. (98)90.41.24

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

UNICO

LIBRE-SERVICE

Pierre QUEMENER

29218 HUELGOAT

Téléphone 99.71.11

IMPRIMERIE
LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

Auto-Ecole Michel LE BOZEC

Bureau : 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST Tél. 44.52.81

Domicile : 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST Tél. 45.23.64



FARCES - GADGETS - MASQUES
ATTRAPES - COTILLONS - ARTIFICES

L'ANGE FARCEUR

Spécialiste en : ARTICLES DE MAGIE

KERMESSE

DÉCORATION

NOËL

JO DUVAL - 18, Rue Georges Clemenceau

Saint-Servan-sur-Mer - 35400 SAINT-MALO

Tél. (99) 56.96.18

ateliers d'art
de navalhars

- Articles de cheminée
- Luminaires intérieurs et extérieurs
- Petits meubles, tables de salon
- Hottes de cuisine

Route de Bannalec

29140 ROSPORDEN

Téléphone : 59.22.66

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

**Faites
confiance à...**

Alimentaires

EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.

(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

UNE BONNE ANNÉE ?

Pas gaie, l'année qui s'annonce. Et souhaiter qu'elle soit bonne pour chacun d'entre vous, amis lecteurs, c'est émettre un vœu parfaitement irréaliste. On voit mal, en ces premiers jours de 1981, quel avenir radieux s'offre au peuple breton, on voit mal comment il sortira du marasme économique et culturel dans lequel il est plongé.

Lui souhaiter une bonne année, c'est donc d'abord lui souhaiter une année de résistance. Nous, on va essayer d'y contribuer, et le «Peuple Breton», pour sa part entend passer à une vitesse supérieure: d'ici quelques mois nous aurons (enfin...) un journaliste permanent. Il nous permettra d'être plus présent sur l'événement, il nous permettra aussi de varier notre journal, de le rendre un peu moins austère, tout en lui gardant le sérieux que vous appréciez. C'est le cadeau de nouvelle année que nous nous faisons. Si vous voulez y participer, cette souscription est là pour ça. D'avance, nous vous en remercions, et... bonne année malgré tout!

8^e liste

B. Le Bars, Brest	50,00
S. Hérou, Charenton (94)	20,00
J. Ansalas, St-Jean-de-Luz (64)	30,00
M. Quénéhervé, Lorient	20,00
Jean G., Pluguffan	50,00
Y. Fievet, Arnouville (95)	50,00
Pascal L., Quimper	30,00
G. Legland, Bouée	20,00
C. Gicquel, Paris (75)	20,00
G. Protin, Gradignan (33)	30,00

Roger A., Chelles (77)	20,00
J.-P. Calonnec, Gagny (93)	20,00
Marguerite M., Brest	50,00
François Le J., Nantes	20,00
J. Aubert, Brandérion	50,00
A et S. Jégo, Buc (78)	30,00
Jules L., St-Malo	50,00
L. Le Ster, Brest	30,00
P. Bourgeon, Rosny (93)	20,00
P. Bouchon, Chaumont (60)	20,00
Jacques K., Palaiseau (91)	20,00
Anonyme, Nantes	50,00
Daniel N., St-Gratien (95)	100,00
D. Derrien, Mael Carhaix	20,00
Paul Le C., Orange (84)	10,00
D. Ory, Le Sel de Bretagne	20,00
Michel C., Chateau du Loir (72) ..	20,00
A. Masquart, Les Clayes sous Bois (78)	50,00
J. J. Volant, Pluguffan	20,00
Roger J., Paris (75)	50,00
J.-C. Chapron, St-Malo	30,00
A. Kervenn, Brest	50,00
J. Pouliquen, Guipavas	20,00
Philippe Le B., Huelgoat	20,00
A. Pereira, Brest	50,00
M. Guéguen, Bric	20,00
Gérard R., Paris (75)	20,00
R. Nadan, Gestel (56)	10,00
Hervé Le G., St-Servan	50,00
Y. Libouban, Guingamp	20,00
Y. Le Ny, Belle Isle en Terre	20,00
J.-P. Kergoat, Douarnenez	50,00
M. de Goujon Matignon, Chateaugy Malabry (92)	25,00
CE, BNP, Brest	40,00
Hervé M., Perros Guirec	50,00
Daniel Le S., Brest	20,00
G. Huneau, Angers (49)	50,00
P. Cousin, Fécamp (76)	50,00
Emile C., Laz	20,00
F. Pierre, St-Pabu	50,00
P. Salaun, Plouhinec	20,00
Y. Gogé, Brest	20,00
J.-P. Descheaux, Sannois (95)	10,00
J.-F. Bourhis, Haguenau (69)	20,00
P. P. Villepinite (93)	10,00
P. Camenen, Lorient (56)	20,00
M. Sicault, Angers (49)	30,00
Michel D., Rennes	100,00
J.-M. Lorand, Le Mans (72)	20,00

Total 8 ^e liste	1905,00
Report des listes précédentes	14756,40
TOTAL	16661,40



Roland Coiffures

61, rue BRANDA (près Nouvelles Galeries)
44.62.75 BREST

Biosthéticien
Minivague
Couleurs

Musique d'ambiance

Boissons chaudes à la disposition du client

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

●
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

●
CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

EDITORIAL

RÉSISTER... 4

POLITIQUE

LA LOI DES RIGOLOS 16
LES PORTES CLAQUENT ... 16
RÉPONSE A MARCHAIS ... 6
LE BUDGET DE LA
MARINE MARCHANDE 9

ECONOMIE

L'EMPLOI DANS «L'OUEST» 8
LES DERNIÈRES
CONSERVIERES DE
LOIRE-ATLANTIQUE 12

SOCIÉTÉ

MORT D'UN SOUDEUR 10

AGRICULTURE

APRÈS LE « CADEAU »
DE GISCARD 11

NUCLÉAIRE

LES AVEUX D'UN RAPPORT 13
PLOGOFF 81 32

NATURE

LA S.E.P.N.B. INDÉSIRABLE
AU CAP SIZUN ? 12

RUBRIQUES

CHICHE ? 5
LE PROBLEME BRETON
DE NANTES A BREST 14

INTERNATIONAL

GWYNFOR EVANS
EN BRETAGNE 19
ON TUE EN EUZKADI 19
IRLANDE DU NORD 17

CULTURE

DISQUES 20
LE BRETON A L'ECOLE
PRIMAIRE, A RENNES 22
LES CROIX DU FINISTÈRE .. 24
LES JOHNNIES DE
ROSCOFF 26

RÉTROSPECTIVE 80.

27

COURRIER DES LECTEURS

29



Breizh Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Dépôt légal : 1^{er} trimestre
Directeur de la publication : J. Guéguénat

Résister...



Annie Streif

Edito

L'HABITUDE, avant des élections, est aux cadeaux et à la démagogie. La règle, cette fois encore, sera parfaitement respectée et les destinataires des largesses triés selon des critères qui répondent plus aux lois de l'électoratisme qu'à celles de la relance économique. L'assistance prend ici la place du développement, la montée douloureuse du chômage est anesthésiée par les primes diverses qui permettent de survivre et la main-mise sur l'information supplante lentement, mais inexorablement, la démocratie.

Car la politique giscardienne n'est décosue qu'en apparence: c'est en réalité une pièce parfaitement bien construite et qui vise, depuis sept ans, un seul but: s'aligner sur la nouvelle division internationale du travail promue par les Etats-Unis pour le plus grand bénéfice des firmes multinationales. Inutile d'insister sur les aspects les plus évidents d'une telle politique: le chômage en est la conséquence obligatoire et il n'est pas question de chercher même à le réduire. La seule difficulté est de le rendre supportable, de le banaliser, de lui donner, en somme, un visage humain.

Autres conséquences: le pillage accéléré du Tiers-Monde, plus seulement des richesses naturelles mais aussi de sa force de travail qu'on met en coupe réglée depuis moins d'une décennie, et qu'on entretient par une politique d'aides sélectives bien abusivement appelées aides «au développement». Si l'on compte désormais sur l'exploitation des travailleurs du Tiers-Monde, il faudra bien qu'ils ne meurent pas trop vite de faim et d'épuisement!

Cette nouvelle main-d'œuvre qu'on peut faire travailler beaucoup en la payant peu et en évitant les charges sociales, on comprend qu'elle tente ceux-là mêmes qui avaient vu dans la Bretagne et dans les autres régions sous-développées de l'hexagone la même bonne affaire dans les années soixante. Ce ne sont pas forcément de grandes entreprises d'ailleurs: ainsi Daniel Heckter quitte Vannes pour le Maroc, ainsi des négociants en bois, bretons, s'implantent en Afrique ou même en Asie du Sud-Est et il est superflu d'insister sur le véritable démantèlement des conserveries bretonnes...

Pour jouer un rôle, même faible, dans cette nouvelle donne mondiale, la France n'a pas trente-six moyens. Il lui faut de manière impérative constituer un secteur dynamique, forcément réduit en nombre et capable, dans des domaines obligatoirement peu nombreux, de jouer un rôle international. Pour le reste, eh bien, on ferme ou on stagne dans un rôle de subsistance, d'artisanat, de marginalité. Et ceci est vrai aussi bien pour des secteurs industriels entiers que pour des régions entières. Dans un tel contexte, ou l'on est dans le créneau dynamique, et l'on reçoit massivement l'aide de l'état, ou l'on est peu à peu abandonné, éliminé, avec juste ce qu'il faut d'assistance pour que la marginalisation se passe sans drame...

Cette création d'un double secteur, l'un dynamique, exportateur et bénéficiant de l'aide massive de l'état, l'autre condamné à terme, besogneux et assisté, c'est

l'agriculture qui en a été le modèle; c'est un modèle qui gagne aujourd'hui, d'une part l'industrie et d'autre part les régions.

Si l'on admet ce schéma, et si l'on se persuade que c'est bien l'objectif de Giscard et de Barre, on conviendra aussi qu'il est illusoire de vouloir réformer un tel processus de l'intérieur, en quelque sorte, pour infléchir son déroulement. Sa rigueur est telle qu'on l'accepte en bloc, avec toutes ses conséquences, ou qu'on le combat sans concessions.

En Bretagne, il faut que ce combat prenne la forme d'une résistance. Nos handicaps dans le cadre d'une compétition libérale à l'échelle mondiale, il faut les transformer en atouts dans la résistance à l'entreprise giscardienne.

Résister sur Plogoff, n'en déplaie aux maîtres à penser, c'est résister au capitalisme, c'est refuser l'attitude réformiste qui consiste à choisir le baron Empain, contre Westinghouse. Résister sur Plogoff, n'en déplaie aux petits notables spécialistes de la trahison, c'est jouer un véritable développement de la Bretagne, un développement que le peuple aura choisi et élaboré lui-même, contre les marchés de troisième ordre, les replâtrages de dernière minute.

Résister sur la militarisation de la Bretagne, résister sur la deuxième base de sous-marins de Crozon, n'en déplaie aux hérauts de la force de frappe, c'est choisir pour notre pays une autre voie que celle, stérile, d'une réserve militaire.

Résister sur les libertés, continuer à dire non à la loi Peyrefitte, c'est jouer les travailleurs contre les briseurs de grève; dire non à la main-mise du pouvoir sur l'information, celle de Matra, société privée travaillant prioritairement pour l'armée, sur Hachette qui a le quasi-monopole de la diffusion de l'information écrite, c'est refuser que les PDG de TF1, d'Antenne 2, de FR3, de Radio-Monte-Carlo, de Sofirad-Europe 1, de RTL soient tous d'anciens responsables des cabinets ministériels.

Résister sur l'acculturation, sur la disparition en douceur de la langue bretonne, sur l'atténuation des caractères spécifiques du peuple breton, c'est résister à cette uniformisation si propre à tous les abandons. L'existence d'une Bretagne décidée à se défendre est manifestement un obstacle aux projets de nouvelle distribution mondiale du travail, au même titre que les mouvements d'émancipation des travailleurs exploités du Tiers-Monde, que craint tant l'impérialisme, et qui ont sans exception, une composante nationalitaire. Se priver d'une telle composante, ici comme ailleurs, c'est se priver d'une arme fantastique...

Et à qui nous reprocherait un ton bien peu constructif, nous dirons simplement qu'il existe des moments pour construire et d'autres pour s'opposer à la destruction. Avec tout ce qui nous arrive ces temps-ci, on est bien sûr dans le second cas... Résistons à Giscard!



CHICHE ? ...

Trousser la Normandie

DÉROULÈDE relève la tête. Ne boudons pas notre plaisir en lisant ces morceaux choisis d'un billet du «Figaro» du 9 décembre: «J'aime la France, entourée de mers sur lesquelles nous irons tous mourir, par Botrel interposé. La France, haussée de montagnes où nous chevaucherons des chamois fabuleux. Où nous mangerons, aux étés languides, les mûres de la Corrèze, et les framboises d'Alsace. Nous trousserons aussi de belles institutrices normandes, qui citeront Corneille en criant de plaisir. J'aime la France, et je déteste qu'on ne l'aime pas».

Détrompons-nous. L'auteur n'est pas un vieux satyre maladif, mais un magistrat dans la force de l'âge. La pseudonyme Jussy, cache l'auteur principal du projet de loi (si salement nommé) «Sécurité et liberté».

Ennemis de l'intérieur et institutrices rebelles, gare à vos fesses!

V'là la relève

LE stock de 14-18 est pratiquement épuisé, celui de 45 est bien entamé. Reste Madagascar, l'Indochine, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, mais après l'an 2000, si d'ici là, il n'y avait pas de guerre?

Heureusement, on veille en haut lieu à ce que la flamme du patriotisme français ne s'éteigne jamais et à ce que les générations montantes apprennent le respect et la soumission.

La générale de Bréville et la comtesse de Cognac viennent de fonder «La relève», association de «jeunes pour les héros des grandes guerres». Son porte-drapeau, Sylvestre Baudrillard, 15 ans, était aux côtés des anciens à l'Arc de Triomphe le 11 novembre. Il n'a pas précisé s'il comptait revenir chaque année jusqu'à obtention de la rosette de la Légion d'Honneur.

Pardon Georges

JE suis un petit bourgeois insensible à la misère des travailleurs. Je suis un représentant de M. Ceyrac. Je suis contre le développement de la Bretagne et de la France. Je suis contre les travailleurs de l'EDF quand ils se mettent en grève. Je suis un agent de l'impérialisme américain.

Je te demande pardon, Georges. J'ai confondu le Cap-Sizun et le Cap Kennedy, Jean-Marie Kerloc'h, et Ronald Reagan, Amélie Kerloc'h et Calamity Jane. Désormais, je m'informerai mieux avant de venir à Brest défendre les intérêts des travailleurs bretons.

Surprenant satisfecit

LE Télégramme, du 15.12.80, sous le titre «A Brest, Georges Marchais a fustigé les anti-nucléaires», écrit: «On connaît la position du parti communiste dans cette affaire. Elle est claire et réaliste. Le PC n'a pas cédé à la même démagogie que celle à laquelle ont succombé d'autres partis».

Depuis que son neveu, Jean-Loup Chrétien, bivouaque à la Cité des Étoiles en attente d'une place dans une fusée soviétique, le directeur du «Télégramme?» recevrait-il ses ordres de Moscou?

Casse-tête

MARIE Jacq, député du Finistère, vient de passer quelques jours en Israël au sein d'une délégation menée par François Mitterrand. Edmond Hervé, maire de Rennes avait accueilli quelques jours plus tôt le maire palestinien de Naplouse mutilé par des barbouzes israéliennes.

La position du PS sur la Palestine, est-ce de l'œcuménisme ou de l'hébreu?

Mitterrand veut un sixième sous-marin nucléaire, Hernu et Rocard en veulent encore plus. Le maire socialiste de Crozon est contre l'extension de la base de l'île longue et la militarisation du Cap de la Chèvre.

La position du PS sur la force de frappe, est-ce de l'œcuménisme ou de la démagogie?

UNE NOUVELLE RACE DE SOUS-PRÉFETS !

Approcher, par-delà les cinquante maires de sa circonscription, la «base» de ses «administrés», tester et épater une population qu'on n'a pas renoncé depuis la déclaration du sous-préfet Romieu en 1831, à soumettre «à une sorte de régime colonial», faire mieux que l'archaïque député et le besogneux sénateur, voilà la trouvaille du sous-préfet de Châteauulin!

C'est simple: visiter chaque commune comme un candidat député, ça vous fait dans la presse cinquante photos du jeune et rayonnant M. Fédini parmi les paysans têtes baissées et les notables mentons relevés, ça fait aussi pour chaque commune plus que l'ensemble des comptes rendus de conseils municipaux sur un an. C'est parfois l'occasion, comme à Loqueffret, de faire revenir le conseil, séance tenante, sur un vote «négatif» qui a contrarié M. le sous-préfet! C'est beau la démocratie locale!

En résumé, on égrène des banalités sur la démographie («une moyenne honnête dans les communes rurales»!!), sur les superficies agricoles, sur le nombre d'enfants scolarisés, sur l'eau, l'assainissement et la voirie, et on élude tous les problèmes cruciaux d'emploi, par exemple, le tout dans l'atmosphère aseptisée que l'on devine.

Il est particulièrement navrant de voir l'union sacrée se faire ainsi avec la caution de conseillers généraux socialistes (comme à Pleyben) ou communistes (comme à Huelgoat). Il est tout à fait choquant de voir, à Huelgoat précisément, le maire, «mod-kozh» certes, mais numéro 2 communiste aux sénatoriales, flanqué d'un adjoint permanent du PCF, poser avec le sous-préfet pour une photo digne d'une fin de banquet radical, sans qu'un mot ait été dit sur l'emploi dans la région.

A Poullaouen, seule exception: les opposants au barrage de Lémézec accompagnés d'une délégation UDB, CFDT, FDSEA, APPSB, et CLIN bloquent le sous-préfet à la mairie et épinglent J. Rohou qui l'accompagne; si celui-ci se débat comme il peut avec les agriculteurs et les responsables de l'APPSB et de l'UDB, l'autre, le sous-préfet «sympa» s'esquive, un peu blême, entre quelques gendarmes! Il veut bien discuter, mais pas ici, chez lui, à la sous-préfecture! C'est bien ce qu'on pensait: pour le sous-préfet aussi, un bon Breton, c'est un Breton qui se tait.

J. Poher.

Sur le nucléaire et sur d'autres questions... REPONSE A MARCHAIS

Le Peuple Breton/H.C.



Dans la banlieue ouest de Paris, la Direction des Etudes et Recherches EDF a son siège dans une île au milieu de la Seine. En deçà du fleuve, Rueil et Nanterre, la ceinture rouge, monde d'ouvriers et de petits employés, beaucoup d'émigrés (c'est là qu'on trouvait dans les années soixante le plus important bidonville algérien de la région parisienne), univers de vastes clapiers de béton, où les quelques maisons individuelles qui subsistent du temps des avant-guerres sont de hideux pavillons tapés dans des jardins misérables et quasi-stériles, et dont la façade de meulière ou de crêpi a piégé dans ses innombrables anfractuosités la crasse industrielle de plusieurs décennies. Au-delà, vers l'ouest, Chatou et Le Vésinet. A part les centres-villes, qui gardent des allures de gros bourgs, l'habitat y est presque entièrement constitué de villas cosues, sises au milieu de grands parcs ombragés de marronniers, avec rocailles ou faux temples grecs, et de gros chiens derrière les grilles. C'est à l'ouest de la Seine, chez les riches, qu'au printemps dernier on trouvait placardée sur les murs l'affiche violette au bélier, l'affiche de la solidarité Plogoff-Larzac.

Est-ce sur cette réalité, tout de même un peu partielle, que se base Georges Marchais pour « éclairer les bretons » en déclarant que les opposants à la centrale de Plogoff sont « de petit-bourgeois insensibles à la misère des travailleurs ? » Petit bourgeois ? Vu de Paris, peut-être. Il est vrai que dans la capitale, le mouvement anti-nucléaire, et plus généralement « écologiste », est le luxe de ceux qui, déjà largement pourvus du nécessaire, peuvent se permettre de revendiquer ce qui apparaît encore pour le plus grand nombre comme du superflu. Quand on a une voiture pour

Madame, une autre pour Monsieur, une bonne pour préparer le goûter des enfants et un pavillon dans la banlieue résidentielle, on trouve sans doute désagréable que la suie des cheminées d'usine vienne ternir l'éclat des roses du jardin. Brice Lalonde n'a jamais recruté ses supporters que dans les beaux quartiers. La misère des travailleurs ? Sans nul doute. Quand le bruit des machines peu à peu vous rend sourd, quand l'accident du travail vous menace à chaque instant, quand les poussières respirées au fond de la mine vous condamnent à la silicose, quand l'usure précoce d'un travail pénible vous laisse peu d'espoir de survivre plus de quelques années à l'âge de la retraite, si encore vous l'atteignez, il y a des chances que vous soyez peu sensible aux dangers moins tangibles de l'industrie nucléaire.

Ces dangers n'en existent pas moins. Et d'abord pour les travailleurs manuels dans les mines d'uranium, où un taux élevé d'irradiation s'ajoute aux dangers habituels des travaux miniers. Dans les centrales ensuite où le risque s'accroît avec la taille des installations et le manque d'expérience qui caractérise les importants paliers de puissance récemment mis en œuvre. Des spécialistes de la radio-protection ont calculé que, pour faire fonctionner une seule tranche de 900 MW (et Plogoff, c'est quatre tranches de 1300 MW) en respectant les normes officielles de sécurité, il faudrait, pour les tâches comportant un risque d'irradiation, employer des centaines de personnes travaillant chacune quelques semaines par an. Fera-t-on appel à des entreprises de travail temporaire qui fourniront de la « viande à rems* », des travailleurs plus ou moins formés et aussi peu conscients que possible des risques qu'ils courent, comme cela s'est fait, et se fait peut-être toujours, à La Hague pour les décontamineurs ? Est-ce là une politique qui tient compte des intérêts des travailleurs ? Mais peut-être les spécialistes de la radio-protection

sont-ils de petit-bourgeois dont il convient, par conséquent, d'ignorer l'avis.

Quant à Plogoff, en dépit de la même affiche sur les murs, cela n'a rien à voir avec Chatou. Il serait temps que nos dirigeants politiques, pour juger de la réalité sociale qu'ils ont, ou auront, à gérer s'ils parviennent au pouvoir, élargissent un peu leur horizon au-delà de la région parisienne, qui n'est pas, quoi qu'ils en pensent (mais ils n'y pensent même plus tant la chose est naturellement imprégnée en eux), le nombril de l'univers. A Plogoff, et dans une large mesure en Bretagne, c'est le peuple qui refuse la centrale, les notables et les bourgeois sont pour, par habitude de servilité pour ceux-là, ou parce que ceux-ci en espèrent le signe extérieur visible du progrès technique et économique, à défaut de pouvoir en espérer la réalité. Le peuple est contre, le peuple quelquefois aliéné, le peuple qui quelquefois se trompe, ou est trompé en accordant sa confiance aux notables, mais que l'on ne peut pourtant, sans bafouer la démocratie, prétendre venir « éclairer » de Paris. Le peuple, le vrai, beaucoup de « petites gens ». Peu d'ouvriers sans doute, dans ce désert industriel, mais tous les autres, petits paysans, marins, femmes seules dix mois par an et accoutumées à toutes les responsabilités, accrochés depuis des générations à une vie âpre sur leur morceau de caillou du bout du monde. Mais cette vie et ce caillou sont leurs et c'est là l'essentiel. Communauté vivante profondément enracinée à son terroir, d'autant plus profondément qu'il est plus ingrat et que le reste de la société l'a jusqu'ici laissée seule en endurer les peines et savourer les joies, communauté vivante et soudée qui n'admet pas qu'on vienne tout à coup de l'extérieur bouleverser au profit d'intérêts lointains son univers, ou le port d'attache qui vous oriente quand vous pègrinez aux quatre coins du monde, communauté vivante dont la mentalité est à jamais hermétique aux

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles

technocrates et aux énarques, courant d'un poste à l'autre, de Lille à Carpentras et de Strasbourg à Bayonne, au gré du parcours qu'impose le système étatique à leur ambition, dressage semblable à celui qu'impose un scientifique à ses rats blancs dans un labyrinthe expérimental de laboratoire, ou Pavlov à ses chiens quand il les faisait saliver au coup de sifflet. Plus généralement, Plogoff est à jamais incompréhensible à ceux dont le cerveau fut façonné au moule d'un hexagone un et indivisible.

N'en déplaise à nos camarades communistes, Georges Marchais est de ceux-là, dont le nationalisme français est d'un intégrisme qui n'a d'équivalent que chez ce fossile politique qu'est Debré. Cet intégrisme conduit à d'étranges aveuglements. « **Ceux qui déclament contre le nucléaire**, déclarait-il à Brest le 14 décembre dernier, **sont contre le développement de la France... Ce sont ceux qui restent muets quand il s'agit d'installer des centaines de fusées nucléaires aux frontières de la France...** ». Les fusées en question sont américaines. Quelles qu'elles soient, nous nous associerons à la protestation. Mais Georges Marchais n'a pas dit un mot des fusées françaises, embarquées sur sous-marin ou autres. A quelques kilomètres de l'Île Longue, il fallait le faire. Entre les mains de Giscard, la mort atomique serait-elle bonne parce que tricolore ? Et cette affirmation que l'opposition aux surrégénérateurs sert, et consciemment puisque Marchais parle d'agents, l'impérialisme américain ? Et cette analogie mécanique faite avec Concorde ? En fait les surrégénérateurs, c'est tout à fait comme Concorde, sauf que c'est exactement le contraire. Les protestations « écologistes » aux USA contre Concorde n'étaient guère crédibles, et la manipulation évidente de la part d'une industrie aéronautique américaine qui s'était laissée surprendre à n'être pas en position de force dans un créneau technique. En ce domaine, tous les coups sont permis : on l'a bien vu plus récemment, quand les défauts de conception des DC 10 ont été le prétexte pour faire des misères aux Airbus. Ce n'est pas pour autant que Concorde était forcément une bonne idée qu'il faille automatiquement, la larme à l'œil pour l'échec, saluer d'un cocorico empreint de regret. Le marché de Concorde était de toutes façons limité à une poignée de personnages ou de sociétés suffisamment riches pour payer quelques milliers de francs lourds trois heures gagnées sur la traversée de l'Atlantique : dans un monde où la moitié des humains manquent du nécessaire et qui devrait de plus en plus lutter contre le gaspillage, il n'est plus possible d'asseoir, selon un vieux travers français, sa puissance économique sur l'exportation du luxe, parfums et haute couture. Quant aux surrégénérateurs, c'est un créneau que l'industrie américaine, pourtant la mieux placée au départ pour le dominer, a délibérément

choisi de ne pas développer. Peut-être à cause des risques, qui sont énormes, beaucoup plus que dans l'industrie nucléaire classique, et dont nul ne peut dire aujourd'hui s'ils sont maîtrisables. Mais sans doute pour d'autres raisons. Les surrégénérateurs sont au problème énergétique une solution plus lente à se mettre en œuvre que les problèmes qu'ils sont censés résoudre à s'aggraver. En d'autres termes, les réserves d'uranium s'épuisent plus vite que les surrégénérateurs ne fabriquent du plutonium. Et ceci resterait sans doute vrai si les surrégénérateurs avaient aujourd'hui atteint le stade de la banalisation industrielle, ce qui est loin d'être le cas. Plutôt que d'investir dans cette solution peu crédible qui est sans doute une impasse, mieux vaut, tant qu'à faire du nucléaire, tout consacrer à la mise au point de la fusion thermonucléaire, problème difficile, qui exige des efforts énormes, mais qui est une solution envisageable pour le XXI^e siècle, sinon même à titre définitif. Tel est le choix américain. Celui des surrégénérateurs revient, pour un pays comme la France, dont les moyens sont limités, même s'ils ne sont pas aujourd'hui utilisés au mieux, et de loin, à courir deux lièvres à la fois si l'on envisage aussi la fusion, ce qui est, beaucoup plus modestement, le cas, au risque de n'en attraper aucun, et surtout pas celui qui pourrait être le bon, et de se retrouver demain, comme d'habitude, en retard d'une guerre, et coincé sous la domination plus forte que jamais du capital industriel américain. C'est cela, apparemment, que Georges Marchais approuve avec sa manière de défendre, parce que française, toute connerie française dans la ligne des grands fiascos industriels auxquels nous sommes maintenant accoutumés.

Mais l'arbre nucléaire ne doit pas pour autant masquer la forêt de la société giscardienne. Si quand il parle de Plogoff, Marchais se trompe, et lourdement, il a aussi le mérite de rappeler quelques vérités essentielles : « **Sept années [de Giscard] c'est le chômage multiplié par trois. C'est 100 000 chômeurs en Bretagne et des salaires inférieurs de 20% à la moyenne nationale** ». Il a aussi le mérite de faire des propositions simples mais sensées : quatre millions anciens maximum de revenu mensuel (c'est déjà confortable et laisse place à une certaine aisance bourgeoise, non ?), au-delà tout serait repris par l'impôt au bénéfice de la collectivité. De telles propositions seront réellement populaires et à juste titre. En face, y compris au P.S., on vous trouvera des justifications techniques compliquées pour dire que ce n'est pas réaliste, masquant ainsi cette évidence criante que la société giscardienne est une des plus férocement inégalitaires d'occident. Et si on est en peine de justifications, on vous jettera à la figure la Pologne ou l'Afghanistan. Comme si cela avait quelque chose à voir. Comme si ceux qui versent des larmes de crocodiles sur

le sort des ouvriers polonais ne feraient pas mieux de s'intéresser au niveau du SMIC et aux profits des sociétés pétrolières. Comme si ceux qui se réjouissent secrètement d'avoir des rebelles Afghans à soutenir en paroles ne feraient pas mieux de s'interroger sur ce que la France a fait de l'Afrique, et, par exemple, du Tchad.

Mais l'Afghanistan et la Pologne sont la providence de la droite, la providence d'un anti-communisme féroce, dont on avait autrefois perdu l'habitude, et qui imprègne aujourd'hui presque chaque minute de commentaires politiques distillée sur les ondes officielles ou périphériques. A ce nouveau climat de guerre froide bien peu de moyens d'information échappent : il n'est que de voir dans votre habituel quotidien local la place accordée aux bourdes nucléaires de Marchais par rapport à celle consacrée à ses propositions positives. A ce nouveau climat, peu de citoyens aussi sans doute échappent, y compris parmi les militants de gauche, dont beaucoup se laissent peu à peu gagner par des réflexes anti-communistes qui leur font quelquefois oublier que l'ennemi principal est ailleurs.

Et tout cela est le fruit de la rupture de l'union de la gauche, qui laisse face à face un parti socialiste conduit par un Mitterrand qui s'use à tenter de contrôler les magouilles entre tendances adverses, compromis au travers de l'ascension d'un Rocard coulé dans le même moule carriériste que Giscard, dressé à des comportements semblables de technocrate formé à servir en fin de compte les mêmes intérêts, et un parti communiste qui a perdu toute perspective proche de participation au pouvoir, et n'a d'autre choix que de sauvegarder ses intérêts immédiats d'appareil en s'assurant du strict soutien de son bastion de la banlieue rouge, quitte à s'aliéner ses intellectuels par une reprise en mains brutale, ou de larges couches populaires en Bretagne, en plaquant sur une réalité concrète qui y est réfractaire, des schémas mentaux sommaires élaborés ailleurs dans le cadre d'un nationalisme français que ne saurait désavouer Debré. Lutter ici et maintenant pour un changement réel passe difficilement par autre chose que par le combat de l'UDF.

JLF

* Le rem est l'unité de mesure de la dose d'irradiation reçue.

EDITIONS 

CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande

ROGER
Coiffeur

Tél. 85.22.94 - LANDERNEAU

 **PLOMEUR SHOP**
L'ATELIER DU CUIR

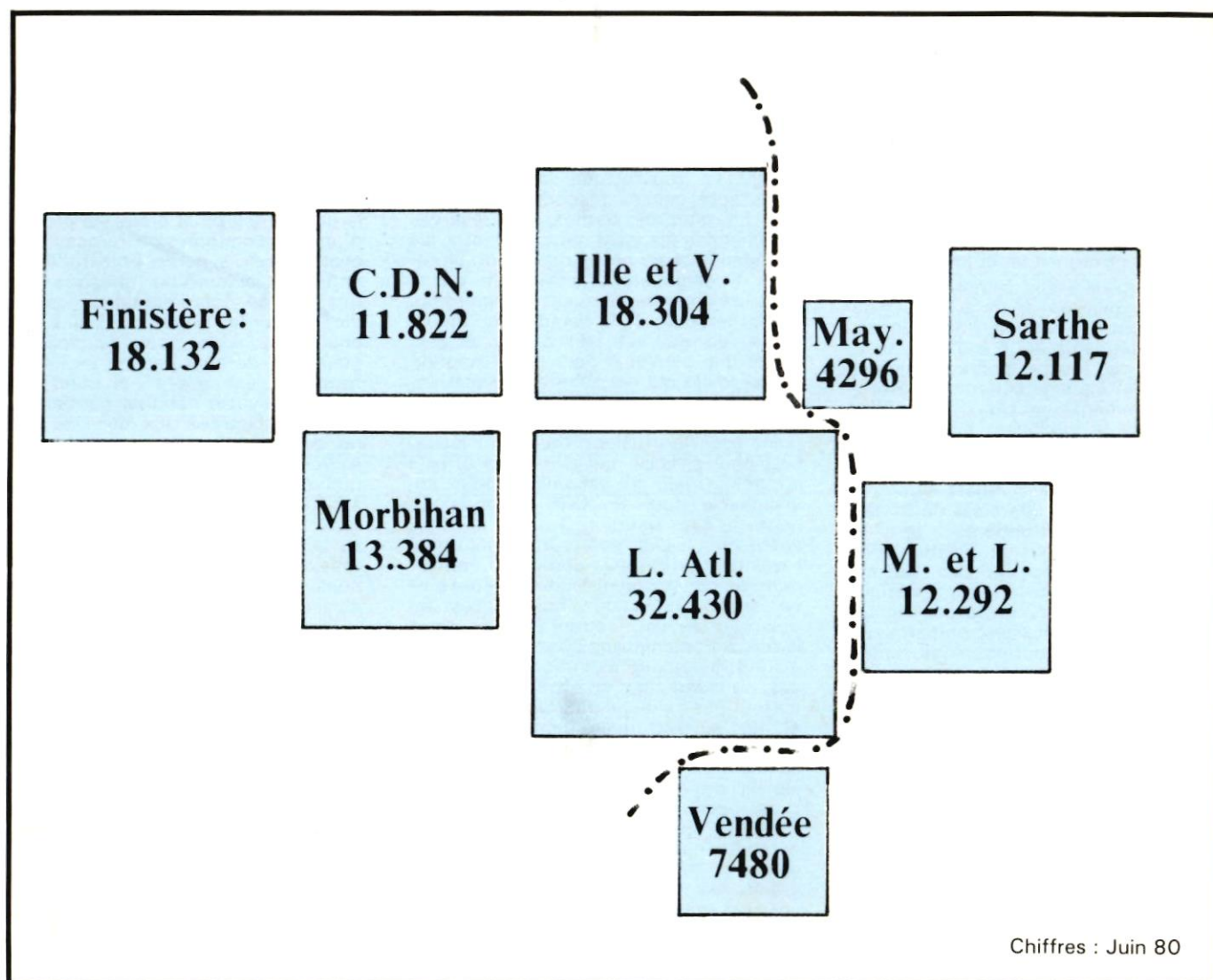
Route du Guilvinec, 29120 Plomeur

MAROQUINERIE

PETITE MAROQUINERIE

ARTICLES DE BUREAU

Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels



Le chômage dans «l'Ouest» est fondamentalement le chômage de la Loire-Atlantique et des autres départements bretons.

On ne peut espérer y remédier sans poser le problème de l'économie de ces départements maritimes.

Doivent-ils indéfiniment chercher à se «développer» vis-à-vis du continent, et notamment de Paris, au risque d'être toujours, en bout de chaîne?

Ou bien doivent-ils peser de tout leur poids pour que leur situation géographique (au bord du principal boulevard maritime du monde) crée sur place un pôle d'entraînement qui profiterait aussi aux voisins.

L'unité administrative de la Bretagne, c'est aussi une manière de peser sur les priorités économiques...

... et de faire comprendre plus vite que sans l'expropriation des détenteurs actuels du Capital, il existe peu d'espoir de développement local.

La Loire-Atlantique est le seul départemental de sa circonscription à avoir régulièrement perdu des emplois depuis cinq ans dans les secteurs de l'Industrie, du Bâtiment et des Travaux Publics.

Sur les trois premières années de la période (au moins), la Bretagne est globalement dans le même cas.

LE CHÔMAGE DANS L'OUEST : ESSENTIELLEMENT BRETON...

IMPRIMERIE

Claude HERCOUET

1, rue Saint-Martin
LAMBALLE - Tél. 31.27.47

*Meubles et Machines de Bureaux
Service Après-Vente Assuré*

SKALIEROU

A-BEP-SEURT

Fénêtres - Portes - Volets

Yann GUEGUEN

Dour ru - Plomelin
Tél. 55.11.42 KEMPER

Agence immobilière

A. BENIZE

6, rue de Glasgow - BREST

Toutes transactions

Téléphone : 44.34.34

QUINZE DEPUTES POUR LE BUDGET DE LA PÊCHE ET DE LA MARINE MARCHANDE

SAMEDI 15 novembre 1980, 15 députés seulement sur 491 ont examiné ce budget où figurent celui de la Marine Marchande et de la pêche. Depuis quelques années, ce sont toujours les mêmes, et le fait que cette fois-ci le débat avait lieu en plein jour n'y a rien changé. Les députés leaders de partis brillaient par leur absence, alors que durant le conflit de la pêche de l'été dernier, ils nous avaient abreuvé de leurs belles envolées lyriques. Est-ce toute l'importance qu'ils accordent à la politique maritime? Ils tenaient un autre discours au cœur de la campagne pour les élections législatives, et exigeaient la création d'un grand ministère de la mer. De qui se moque-t-on? Que restera-t-il des marins-pêcheurs, des marins de commerce en Bretagne quand le temps des promesses sera de retour?

Quelques chiffres révélateurs...

Pour un taux d'inflation voisin de 14% le budget de la marine marchande augmente de 5,9% seulement, mais avec une baisse de:

- 5,8% pour les crédits d'investissements en autorisation de programme,
- 17,5% pour la lutte contre les pollutions accidentelles et
- 30,5% en crédits de paiements, au moment où les élus des communes littorales veulent plus d'information et de moyens contre les pollutions pétrolières.

Le renouvellement de la flottille de pêche artisanale bretonne concerne 70 projets pour un investissement global de 157 millions de francs. D'ores et déjà, les subventions se révèlent insuffisantes pour l'ensemble du programme, ce qui nécessite de la part de la région un effort double de celui prévu. De plus les programmes industriels et notamment pour la pêche au thon tropical exigent plus de 54 millions de francs de subventions rien que pour les chantiers de construction pour 9 thoniers seulement à partir de 1981. Où iront les préférences? Le renouvellement des flottilles, problème important s'il en est, n'a même pas été évoqué lors du débat.

La continuité

Les ministres changent, la même politique demeure. A la demande de démission émise par D'Harcourt, député UDF du Calvados, le pouvoir a répondu en nommant Le Theule ministre des armées: une promotion pour bons et loyaux services. Il a en effet bien appliqué la politique du pouvoir avec ses amis de l'UDF et du RPR. Le groupe de la mer, inconsolable de la perte du grand homme, a cru bon d'aller faire un pèlerinage à l'Ile Longue en presqu'île de Crozon, où dit-on, il est question de créer une seconde base sous-marine. Les crédits pour le ministère des armées sont en augmentation de 18%. Mais Le Theule a assurément un bon remplaçant en la personne de Hoeffel. Ayant bien pris connaissance des dossiers de son prédécesseur, celui-ci a surpris ses interlocuteurs par sa connaissance des problèmes de la pêche, lors de son voyage en Bretagne. C'est la preuve que le ministère fait bien son travail. Mais on peut être poli et très attentif tout en menant la pire des politiques qui soit. Le budget des transports en témoigne aujourd'hui.



Yvon Boëlle/Sellit

Le débat

Les observateurs l'ont trouvé décevant et soporifique. Que dire de plus? Les députés RPR ont regretté que les pêcheurs n'étaient ni écoutés, ni consultés, et qu'ils n'avaient même pas reçu un accusé de réception pour leurs nombreuses solutions aux problèmes des pêcheurs. Regrettons aussi le fait que ces députés n'aient pas pris les mesures s'imposant, alors qu'ils avaient le pouvoir en main. C'est bien Chirac qui était premier ministre en 1975 quand la pêche était au plus mal et Le Theule, ministre des Transports lors du conflit de la pêche de l'été 80.

Le député de la Manche, Baudouin, quant à lui demande tout bonnement une loi d'orientation de la pêche, une charte de la mer. Pour résoudre les problèmes? Que non: «Pour rassurer des hommes qui exercent un dur métier et dont les inquiétudes sont justifiées» dit-il. Il y a de quoi être encore plus inquiet.

Ces dangereux contestataires ont bien entendu voté le budget, en toute logique.

Du côté de l'opposition, ce sont aussi les jérémiades: «J'espère, Monsieur le Ministre, que vous viendrez rencontrer les travailleurs de la mer et que leur témoignage vous amènera à réfléchir aux moyens de maintenir et de développer la pêche maritime française» (Dipilet, député PS du Pas-de-Calais). On a vu le résultat après la visite en Bretagne. Mais en cette fin d'année on croit facilement au Père Noël.

Il est à constater que seuls les députés communistes ont abordé les problèmes de fond, et c'est le moins que l'on puisse faire:

— problèmes posés par la flotte grecque dans la CEE (le plus souvent assimilable à une flotte sous pavillon de complaisance),

— pêche sacrifiée aux intérêts des multinationales par Bruxelles interposé,

— quotas de pêche sous-estimés de moitié pour la France pour l'année 1979.

S'il s'agit d'une erreur dans la transmission des données (!) ce n'est qu'un signe de plus du peu de sérieux de la politique française en la matière. En effet, les chiffres transmis ne représentent qu'à peine la moitié des captures réelles. Toujours est-il que la Direction des Pêches manifeste quelques difficultés dans la collecte et la transmission de statistiques sûres. Elles sont pourtant la base de la répartition des quotas au niveau européen et conditionnent l'existence des pêches de demain.

Pas un député breton à l'Assemblée Nationale...

Aucune voix ne s'est élevée pour défendre l'avenir de nos marins-pêcheurs, de nos marins de commerce. Pas un député n'a évoqué les difficultés des pêches bretonnes, et la liquidation de la flotte de commerce aux profits des pavillons de complaisance, la mise au chômage de nos équipages. Ceux-ci seraient-ils exclus des débats tant à l'échelon européen qu'hexagonal? Il devient urgent que le peuple breton soit représenté.

Pourtant, les déclarations à destination de l'électorat breton ne sont pas absentes:

«...la notion de préférence régionale peut être prise en compte pour autant qu'elle s'applique à toute région dont la dépendance vis-à-vis des activités de pêche est indéniable» (J. Y. Le Drian du PS),

«... que les règlements tiennent mieux compte des intérêts des pays respectifs et des droits traditionnels des pêcheurs de notre région de Bretagne» (S. Le Roux, député à l'Assemblée Européenne du PCF).

Le mot de la fin revient au Directeur des Pêches qui aurait déclaré à un représentant syndical: «Je ne connais pas la pêche bretonnaise, quand les armateurs viennent à mon bureau...».

Martial Catherine.

Mort d'un soudeur...

Un fait divers pour Ouest-France.

Un lundi soir, presque à minuit, au port de commerce envahi par la bise et sinistre sous les lumières jaunes de lampes à sodium, Michel Guihéneuf est mort, brisé, au fond d'un ballast. Quand les pompiers sont arrivés, le temps qu'ils escaladent le mastodonte, l'Hermione, au sec dans sa forme de radoub, c'était trop tard.

A-t-il eu le temps de se voir mourir, Michel Guihéneuf, quand l'échelle a glissé? Certains, qui doivent le savoir, disent qu'on remonte sa vie, dans la seconde où l'on meurt.

Sa vie? Je l'ignore mais je la reconstruis avec absolue incertitude dans les bribes qu'en livre le journal. Cinquante ans, soudeur, depuis combien d'années côtoyait-il le risque au flanc des tôles de navires de plus en plus vertigineux? Employé d'une boîte d'intérim, de Saint-Nazaire bien sûr, CID 2000, une parmi tant, combien de mois a-t-il connu le chômage, l'angoisse du lendemain? Trois enfants, rue du Fossé Blanc (comme le sel...), à la Chapelle des Marais: ce doit être une petite maison. Pas un immeuble, ça ne s'appellerait pas rue du Fossé Blanc, mais rue des Lilas, ou du Périgord...

A deux-cent trente kilomètres de chez lui, la nuit, au fond d'une cuve. Depuis plus de trente ans sans doute, et avec la perspective, si rien ne bouge, d'en avoir encore quinze à tirer... Mais l'échelle a dérapé et le chemin de Michel Guihéneuf s'est arrêté.

La même nuit, presque à la même heure, à six mille kilomètres de Brest, John Lennon était assassiné, au pied du luxueux immeuble où il possédait cinq appartements. L'un deux, réfrigéré, était uniquement rempli de fourrures... Aussitôt, des centaines de personnes ont envahi la rue, en faisant briller de petites bougies, en brûlant de l'encens. Toutes les radios du monde ont à l'instant bouleversé leurs programmes pour évoquer l'idole éteinte...

A Brest, sur le port, c'est le travail qu'on a tout de suite arrêté. Et cette fois, les patrons n'ont pas osé élever la voix. Ils avaient pourtant assez crié au sabotage quand éclataient, ces dernières semaines, ces grèves qui visaient justement, parmi d'autres revendications, à augmenter la sécurité du travail. Démagogie, paraît-il, atteinte à l'image de marque du chantier brestois; que vont penser Messieurs Shell, Exxon et Goulandris? Jamais plus, ils ne nous confieront leurs bateaux. Ils vont nous quitter, que deviendront notre travail et nos dividendes?

En attendant, ils arrivent, ces bateaux; il faut faire vite: les troishuit, l'intérim au maximum. Et la sécurité s'il reste le temps.

Déjà, il y a huit jours, un autre est tombé de dix mètres dans un trou. On ne savait pas comment le sortir, on croyait que sa colonne vertébrale était cassée. Et puis, deux autres, auparavant qui l'avaient échappé belle.

Et l'on faisait aussi les comptes: quatre morts au port de commerce depuis le mois de septembre. La fatalité bien sûr; que va-t-on chercher? Et qui se souviendra de leurs noms? Des hommes sans importance, pas les Beatles.

Jean Guéguénat.

UN BOUQUET DE GISCARDISME...

Le lycée d'Enseignement Professionnel Leloup-Bouhier, à Nantes, se présente aujourd'hui comme un bouquet de giscardisme faisandé.

Le budget présenté le 21 novembre à son Conseil d'Administration est en baisse de 4% en francs courants, c'est-à-dire en baisse réelle de près de 20%. Alors qu'il compte deux classes supplémentaires. Il n'est pas prévu de dépenses d'équipement. «Vous pouvez, dit le Rectorat, faire un effort sur les dépenses d'entretien». Un lycée professionnel, ça tient debout grâce à la peinture qu'on met sur les murs, c'est bien connu.

Le lycée avait fait l'effort, pour s'ouvrir aux handicapés, de s'équiper l'an dernier de deux ascenseurs. Réservés auxdits handicapés, pour limiter les frais d'utilisation. Les handicapés? Quels handicapés? Le contrat d'entretien des ascenseurs a été rayé du budget. A la prochaine panne, les handicapés prendront l'escalier, comme tout le monde. La France libérale est une société égalitaire et fraternelle.

Il manque un professeur d'éducation physique et un professeur de dessin. On va essayer, pour les obtenir, d'initier une action contre l'État devant le Tribunal administratif. Il paraît que ça a marché dans un département voisin.

L'ambiance de travail n'est pas fameuse. Aux questionnaires sur l'avenir professionnel qu'ils envisagent, des élèves répondent: demandeur d'emploi. Il y avait 10.600 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans dans le secteur ANPE de Nantes à la fin de septembre. 10.600 recensés: la partie visible de l'iceberg. Pour les 65 élèves de la promotion 79 du LEP Leloup-Bouhier, cela veut dire concrètement qu'un emploi — et quel emploi parfois! — n'a été trouvé que par 4 élèves... Ils étaient une vingtaine l'année précédente, et c'était déjà peu.

Le montant de la taxe d'apprentissage perçue par le LEP a été divisée par deux. Les entreprises ont le choix de l'établissement destinataire de la taxe qu'elles paient. Celles qui travaillaient l'an dernier pour le Lycée seraient moins intéressées, cette année, par l'alimentation de ses caisses, dit-on.

C'est un lycée parmi d'autres, dans une grande ville de Bretagne. Sous le règne d'un capitalisme au masque protecteur. Sécurité et Liberté, qu'ils disent... Pour qui?

M. F.



Cartes de vœux doubles
Avec Impression
4 cartes + 4 enveloppes : 5 F + 1,70 F
J. Menguy - Pradig Maout 22580

PLOUHA

Gernot

Combats de coqs (gaulois)

ou les céréaliers dans le collimateur

ou les candidats aux oscars ne font pas que des heureux...

Les céréaliers sont des gens fiers. Ils ne veulent pas 1 centime des 4,1 milliards de cadeau du gouvernement car disent-ils « nous ne sommes pas des assistés »??

Ils oublient de dire que contrairement aux éleveurs, leur revenu a augmenté (de 5 à 10%), que le soutien du marché des céréales (16% du budget de la CEE) coûte plus cher que le soutien du marché laitier, à la différence qu'ils sont bien moins nombreux à se partager le gâteau.

Toutefois, ils sont nerveux et agités: le ministre des profits, Raymond Barre, trouve que leurs privilèges coûtent de plus en plus cher, c'est du moins ce qu'il pense tout haut.

Mais si Raymond est irrité c'est surtout pour autre chose: ses nouveaux « chouchous », ce sont les Industries Agro-Alimentaires (les fameuses IAA avec Debatisse, l'ancien chef du syndicat paysan FNSEA, pour « président d'honneur »). Les IAA exportent, rapportent des devises et font des projets, alors Barre les

encourage avec l'argent des contribuables d'abord pour agrandir en « créant des emplois » et ainsi exporter toujours plus, augmenter toujours plus les profits. Puis le professeur distribue des images aux bons élèves: c'est ainsi que Tilly, le marchand de poulets bretons a reçu l'oscar de l'exportation. Certaines mauvaises langues prétendent même qu'il s'agit de l'oscar de l'exploitation. Un oscar à celui qui trouve la différence!

Mais voilà, il y a un problème. Imaginez que Tilly (puisque il est à l'honneur ces temps-ci) ait ses céréales au prix du marché mondial, (0,50 F) au lieu du prix imposé par les céréaliers (1,00 F), rendez-vous compte des devises en plus, des profits en plus!

Les céréaliers avec leur privilèges, deviennent alors gênants comme toute l'Europe agricole devient gênante avec ses prix minimum garantis (prix d'intervention). On fait plus de profit en fabriquant des saucisses avec des cochons chinois plutôt que bretons, en vendant des steaks à partir de bœufs argentins. Et les IAA de s'exclamer « ce n'est plus du jeu, nous ne pouvons plus exporter, les matières premières européennes sont trop chères! ». Et puis, à quoi cela sert-il si en plus des ouvriers, les paysans ne sont pas bon marché?

Alors, comme Giscard a pondu sa loi d'orientation définissant le rôle de chacun, le professeur auxiliaire Peyrefitte a fait voter la sienne. Mais pour garantir la sécurité et la liberté de qui? 2 oscars à celui qui devine!

Vraiment, en ces premiers jours de la nouvelle année, un homme est heureux: Giscard! Le Pétrole Vert de la France coule et va couler de plus en plus, aussi vrai que le discours de Vassy devant des milliers de paysans restera historique. Ce jour-là, il leur a annoncé: « désormais, vous serez intégrés et exploités efficacement par les IAA! J'y veillerai personnellement ».

Certains ont sifflé (ils commençaient à comprendre). Mais la plupart ont applaudi: ils ont cru que l'argent du pétrole coulerait dans leur poche... Erreur! Erreur!

Et voilà pourquoi, si à tout hasard, vous allez souhaiter vos vœux de bonne année à Valéry, ne soyez pas étonné de croiser dans les escaliers un céréalier tout penaud humilié d'être trahi par son ami.

Quand les profits changent de mains...

Avis donc aux notables Bretons qui comme les céréaliers se plaisent à courir les couloirs de l'Élysée: ça a eu payé... de mépriser son peuple!

A moins de se recycler dans l'exploitation des ouvriers et l'intégration des paysans... pour un oscar!

LE NOËL DES PAYSANS : UN CADEAU EMPOISONNÉ...

Les paysans bretons ont été à la tête de toutes les luttes agricoles depuis 1 an.

— Ce cadeau de Giscard semble bien plus une prime de combativité qu'une réelle compensation de revenu, en chute de 6,2% en moyenne pour l'hexagone et davantage dans notre région orientée vers l'élevage. La perte pour la seule Bretagne atteint la moitié de la somme dégagée pour l'ensemble de la France.

Pour la première fois, les médias se font l'écho de dépôts de bilan d'exploitants agricoles, dans les Côtes-du-Nord, confirmant ainsi les déclarations réalistes des syndicats des départements bretons, depuis 2 ans.

— Cette situation grave est la conséquence logique des choix gouvernementaux visant à éliminer et à restructurer, choix inscrits dans la loi d'orientation et soutenus par une majorité de notables bretons.

L'UDB s'élève contre cette méthode politique de pure récupération électorale qui consiste à verser des cadeaux (une spécialité du pouvoir...) après avoir provoqué la chute des prix agricoles!

— Les agriculteurs autant que l'ensemble des travailleurs ont droit à une juste rémunération de leur travail et au maintien de leur pouvoir d'achat.

— C'est une injure aux travailleurs de la terre que de s'intéresser de cette façon à leur bulletin de vote après les avoir méprisés pendant 7 ans.

— Les paysans et les ouvriers ne se laisseront pas prendre au piège de la division.

QUAND DES PAYSANS DÉPOSENT LEUR BILAN...

Jusqu'ici, lorsque ça allait mal, les paysans en difficulté cachaient leur malheur. Bien que les syndicats et particulièrement les paysans-travailleurs les conjuraient de partager leurs difficultés dans les syndicats, ils préféraient disparaître dignement en silence, culpabilisés trop souvent par leurs fournisseurs et les techniciens ou finissaient en intégration.

Dès lors, les statistiques n'ont jamais pu rendre compte exactement de l'ampleur des dégâts causés par la crise malgré les déclarations d'alarme des syndicalistes se refusant, à raison et contrairement au Crédit Agricole, à vouloir prendre en compte le problème cas par cas, une des composantes de la politique giscardienne.

Désormais, c'est du domaine public. Le Télégramme vient d'annoncer le mois dernier « 3 peut-être 7 dépôts de bilan ». Est-ce un signe? Oui sûrement; que la crise s'aggrave et qu'il faut banaliser cet état de fait comme on banalise les licenciements, les fermetures d'usine.

CHEZ PAUL BAR-RESTAURANT



52, Avenue de la Libération
29000 QUIMPER
Tél. 90.04.31

Aux Produits Naturels

Tous les Produits de
l'Agriculture Biologique
Diététique - Esthétique

5, rue Victor-Massé
LORIENT - Tél. 64.54.06

GUEZILLE OPTIC 2000

23, rue du Gal-Lambert
29270 CARHAIX
Tél. (98)06.60

La S.E.P.N.B. indésirable dans le Cap-Sizun ? UN PEU GROS, MONSIEUR LE PRÉFET !

SES deux prédécesseurs ayant été virés comme des malpropres, l'un parce qu'en 1978, un premier ministre s'était fait emballer dans un gwenn-ha-du, l'autre un peu plus tard pour cause de petits cochons pendus à l'hélicoptère présidentiel, ne doutez pas que l'actuel préfet du Finistère ait été choisi pour sa fermeté. Une fermeté, à la mesure de la turbulence des Bretons. De l'habileté, il n'en manque pas non plus, Monsieur Jourdan. La Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB), l'a récemment appris à ses dépens lors d'une affaire qui a fait un peu de bruit dans le Cap Sizun et dans la presse locale.

Pour être clair, il nous faut remonter au début des années 1970, lorsque, sous la présidence de Pompidou, fut inauguré le premier ministère de l'environnement français. Pour l'occasion, on imagina un ambitieux programme dit des «cent mesures pour l'environnement». Le dit programme prévoyait entre autres la création de 100 réserves naturelles en dix ans. Dans la liste avancée figuraient en bonne place certains des sites naturels les plus prestigieux de Bretagne: la Baie d'Audierne, le Golfe du Morbihan, la Baie du Mont St-Michel... Bel enthousiasme juvénile et ministériel.

Nous voici en 1981. Les dix ans sont révolus, ou sur le point de l'être. Une grosse quinzaine de réserves naturelles ont vu le jour sous l'égide des divers ministères de l'environnement, du cadre de vie, de la qualité de la vie et que sais-je encore... qui se sont succédé et se sont ressemblés dans leur absence de politique depuis dix ans. Nous sommes donc bien loin du compte. Imaginez la tête de Giscard devant ce maigre résultat, lui qui, du temps où il était



Mouettes tridactyles, dans les falaises du Cap-Sizun

candidat-président, avait repris à son compte les «cent mesures». Imaginez aussi les savons descendant la voie hiérarchique. Résultat, la Direction de la Protection de la Nature (DPN) du ministère d'Ornano a été priée, voici un peu plus d'un an, d'accélérer sérieusement le programme de mise en place des réserves naturelles.

Coup de pied dans la fourmilière. Une réserve naturelle de l'intérêt et de l'envergure de la Baie d'Audierne ou de la Baie du Mont St-Michel, ça ne

s'improvise pas, pas plus que ne s'improvise une véritable politique de protection de la nature. Alors, comme il faut faire du nombre, on est prêt à donner ce statut à tout ce qui se présente, sans faire la fine bouche, sans que l'intérêt biologique des créations soit nécessairement pris en compte. Envolés les projets ambitieux du beau temps des cent mesures. Une réserve plus une réserve ça fait deux réserves. L'une des solutions les plus économiques consistait à se tourner vers les associations qui, devant les carences de l'État, ont su quant à elles créer leurs propres réserves et leur proposer d'officialiser leurs réalisations. Il faut savoir que les réserves biologiques (ornithologiques, botaniques...), constituées par une association n'ont pas le statut de «réserve naturelle»: cette appellation recouvre une réalité juridique précise, aux garanties de protection beaucoup plus sûres que celles offertes par une simple réserve privée. On comprend que l'intérêt des organisations dont l'objectif est de protéger la nature passe par la transformation de leurs réserves privées en réserves naturelles, «appellation contrôlée». Le problème c'est qu'en temps ordinaire, une telle officialisation est longue et difficile à obtenir. Tout ceci pour dire que les associations ne pouvaient guère faire autrement, que de considérer favorablement les propositions du ministère, tout en n'étant pas dupes des arrière-pensées politiques sous-entendues par cet élan soudain.

En Bretagne, la DPN s'est tout naturellement adressée à la SEPNB, société qui depuis 1958, a constitué à elle seule un réseau sans équivalent en France d'une trentaine de réserves réparties sur les cinq départements bretons. Commande lui a donc été passée de cinq réserves à officialiser. Le

CONSERVERIES DE LOIRE-ATLANTIQUE : S'il n'en reste qu'une...

Elles ne sont plus que deux:

— P. Paulet SARL, à Pornic, dont le siège est à Douarnenez où elle a une autre usine ainsi qu'à Plémel,

— Gravier S.A., à La Turballe, dont le siège est à Saint-Jean-de-la-Ruelle dans le Loiret. Cette usine a travaillé 100 tonnes de sardines bretonnes, 100 tonnes d'Italie, et 250 de Méditerranée française au cours des 12 derniers mois.

Sur un effectif de 110 personnes en 78, 4 seulement étaient mensualisées à la conserverie Paulet. La modernisation des chaînes de travail prévue courant 81 ramènera l'effectif autour de 90 personnes, alors que la production pourra augmenter de plus de 30%. Il n'y aura pas de licenciements mais des départs volontaires ou des mises à la retraite. La sardine est importée en totalité du Maroc ou d'Italie.

A la conserverie Gravier, le gérant vient de partir à la retraite, et ne sera pas remplacé. Là aussi, les départs ne sont pas remplacés. Cette usine ne travaille que 8 mois sur 12. Les ouvrières rentrent chez elles à la fin de l'année, sans la moindre couverture sociale. Elles ne sont pas syndiquées. Ce serait mal vu dans ce fief du conservatisme, et pas gentil du tout pour Olivier Guichard qui est si dévoué pour la presqu'île guérandaise.

Dès que la saison sardinière reprend, soit par exemple à la mi-mai en 80 le poisson s'étant fait attendre, les ouvrières se rendent à l'usine, comme au début du siècle.

Seule protection morale: la statue de Ste Anne et de la Ste Vierge en bonne place, et l'effigie de Jean Paul II près du téléphone. C'est la ligne directe pour un Lech Walesa breton, mais Ste Anne ne voit rien venir.

choix s'est porté sur le Cap Sizun, les roches et îlots de l'Iroise, l'île Trévoc'h sur la côte léonarde, le Cap Fréhel et certains îlots de l'archipel d'Houat. La procédure officielle prévoyait la constitution de dossiers techniques par la SEPNB, le passage devant les instances nationales, ministérielles et consultatives de protection de la nature, puis le renvoi des dossiers au préfet pour concertation auprès de l'ensemble des collectivités intéressées par le projet. Au stade de l'élaboration, la SEPNB n'a considéré que les arguments scientifiques et techniques, et proposé des mesures maximales — ou plutôt idéales — de protection, sachant très bien que ces dispositions devaient ensuite être confrontées aux réalités socio-économiques et culturelles locales, et qu'elles ne constituaient donc qu'une base de discussion et de négociation avec les collectivités concernées (communes, pêcheurs...).

Le premier dossier à avoir été tiré des cartons dans le Finistère est celui du Cap Sizun. Et c'est là qu'intervient ce qu'il faut bien appeler l'habileté pour ne pas dire la rouerie de l'actuelle autorité départementale finistérienne. Sa présentation du projet à la commune de Goulien a été telle que le dossier a été perçu par la municipalité et les habitants comme un fait accompli et non comme une base de discussion. Pire encore, les Affaires maritimes de Douarnenez (pourtant directement intéressées ne serait-ce que par les limitations possibles de la pêche au voisinage immédiat de la réserve), ont été mises au courant de l'existence du dossier par la presse, et non par la préfecture! Enfin, à la place du ministre, c'est la SEPNB que le préfet a désignée à la commune comme étant l'organisme demandeur.

On conçoit facilement l'émotion et la colère des Capistes devant ce qu'ils ont aussitôt considéré comme une nouvelle atteinte à leur vie de tous les jours. Ce qui est également grave en l'occurrence, c'est que la SEPNB a été désignée et perçue comme un adversaire. Il a finalement fallu une réunion publique longue, houleuse et difficile à Goulien pour remettre les pendules à l'heure. La bonne foi de la SEPNB était pourtant évidente: comment croire d'ailleurs qu'une société ayant derrière elle plus de vingt ans de gestion d'espaces naturels protégés puisse commettre la maladresse de penser qu'il est seulement possible de créer ou de maintenir une réserve naturelle sans l'accord, voire la collaboration des riverains? Comment enfin ne pas voir qu'il s'agit manifestement d'une action politique délibérée de la part de l'autorité préfectorale? D'un côté, elle trouvait là, l'occasion de mettre en difficulté une association qui, malgré sa volonté de dialogue avec les pouvoirs publics, ne se prive jamais de critiquer ou de combattre les politiques et les actions qu'elle juge nuisibles au milieu naturel en Bretagne. Il faut aussi se rappeler que Goulien est l'une des trois communes voisines de Plogoff et que certains (les mêmes) n'ont pas dû être mécontents de trouver cet artifice pour dresser la population du Cap Centre une association qui avait activement pris part au combat antinucléaire. Une fois de plus, cherchez à qui profite le crime.

Iwan Lomenec'h.

Nucléaire :

Les aveux d'un rapport interdit

Le 2 décembre 1980, M. Barre déclare d'utilité publique la centrale nucléaire prévue à Plogoff. On n'en est pas surpris ici, où l'on sait le pouvoir plus préoccupé des apparences de la démocratie que de préserver la démocratie elle-même. Golfec'h est là pour le prouver...

On n'est pas surpris, mais on ne désarme pas. Le 4.12.80, 50 Plogoffites occupent les locaux d'EDF à Clamart, y signent un tract avec les employés CFDT, se joignent aux paysans du Larzac venus à Paris. La commune fait appel de la décision du gouvernement devant le conseil d'état. Le 4.12, conférence de presse à Quimper avec A. Kerloch, maire, et des représentants du Comité de Défense et du Comité de Vigilance du Cap Sizun. L'objet de cette conférence: «**Déclarer d'Inutilité publique la centrale de Plogoff**».

Ce n'est pas là un facile jeu de mots. Les Capistes disent cette centrale inutile et ils en ont la preuve.

Ces preuves ne leur sont pas fournies par des rêveurs aux cheveux longs venus d'ailleurs ou quelques «écolos» nostalgiques de la lampe à huile, mais par les 44 experts qui à la demande du commissaire général au plan et sous la présidence de J. M. Bloch-Lainé, ont, dans le cadre de la préparation du VIII^e plan consigné leurs idées dans un document: «Une prospective de la consommation d'énergie à long terme». Ce document contient quelques vérités que le gouvernement n'a pas cru bon de dire, puisqu'il a opposé son veto à sa diffusion.

1) **Affirmation** de ces experts: le gouvernement prévoit une croissance de la consommation d'énergie d'ici à 1990 de 36 à 39%. Or, une véritable politique «anti-gaspi» permettrait une augmentation qui ne dépasserait pas les 10%.

Ainsi, on pourrait économiser d'ici à 1990 60 millions de Tonnes d'Equivalent-Pétrole (T.E.P.) par an.

Or, ces 60 millions de TEP annuels représentent la quantité d'énergie que doit fournir, en 1990, le programme nucléaire (2 fois 1/2 la production de Plogoff). Autre affirmation des experts: les investissements contre le gaspillage actuel coûteraient 450 à 500 milliards... sur du programme nucléaire 10 ans! Et nos experts de s'interroger sur la préférence donnée à la production d'énergie plutôt qu'à l'économie. Ils écrivent: «**Si l'on ne s'attaque pas au gaspillage, on ne peut considérer qu'on aura fait le programme pour rien...**».

Ajoutons que cette opération «anti-gaspi» permettrait une relance de l'économie et la création de 15.000 emplois par million de TEP, soit 900.000 créations. Réduisant le chômage, elle ferait baisser les dépenses de la Sécurité sociale, permettrait l'amélioration des conditions de travail et du mode de vie.

2^e affirmation: les centrales nucléaires qui produisent autant la nuit que le jour, autant l'été que l'hiver, fourniront en 1990 une quantité d'électricité que ne pourra consommer l'économie française (même en continuant à jeter les kwh par les fenêtres). Nos technocrates éminents au service du système, n'y avaient sans doute pas songé! On ne saurait penser à tout!

Ainsi, vers 1990, nous aurions de l'électricité à ne savoir qu'en faire!

Car on sait déjà que la technologie moderne permettra une réduction de 20 à 50% de la consommation des carburants dans les transports et le chauffage, une économie en électricité de 15 millions de TEP par an, (production de 10 réacteurs nucléaires) et même une réduction des besoins de l'industrie de 20% d'ici à 1990.

Ce document — ici brièvement résumé — amène une fois de plus à s'interroger: **Pourquoi donc le nucléaire?**

La réponse, l'UDB l'a déjà donnée: c'est que d'abord le roi Giscard n'a que faire du bien-être de ses sujets. Son ambition n'est pas d'économiser nos richesses, mais de les déposer dans les coffres du capital. Son souci n'est pas l'avenir de la France, encore moins celui de la Bretagne, mais celui d'une classe, la sienne à l'appât féroce. Voilà la vérité. Le discours giscardien n'est là que pour le cacher.

Qui, après cela, osera encore dire que, le combat contre le nucléaire n'est pas un combat contre le capitalisme, donc un combat politique? Pour empêcher la réalisation du programme nucléaire bénéfique au seul capital, il faut détrôner Giscard, son représentant au pouvoir, et nous battre pour un régime socialiste et breton pour qui compteront les hommes, fussent-ils, une poignée perdue au bout du Cap Sizun, et non le fric.

Alors, nous ne saurions trop recommander la lecture de ce document, à ceux qui ont besoin des affirmations d'experts pour être convaincus, à certains élus de plus en plus à l'écoute de trompeuses sirènes, à nos camarades du PC, enfin dont on se demande ce qu'ils font dans cette galère giscard-nucléaire.

Jean Guillou.

LE PROBLEME BRETON ...

Grève à la coopérative d'Ancenis

La constitution de grands groupes dans l'agro-alimentaire inquiète les salariés. C'est le cas du personnel de la coopérative agricole d'Ancenis la CANA qui a fait grève pour protester contre les conséquences du nouvel accord qui lie leur société au groupe normand Bocaviane. Selon cet accord, la CANA devra céder sa filiale spécialisée dans la viande à Ancenis à une nouvelle société créée par le groupe à Angers.

Par ce transfert, les 184 salariés d'Ancenis perdront les avantages de la convention interne à la CANA et les autres secteurs d'activité de la coopérative craignent eux aussi de nouvelles mutations.



Vannes: La CFDT dénonce la politique d'abandon dans les services publics

Les représentants CFDT de la fonction publique dans le Mor-Bihan ont établi un constat sur l'emploi dans le département qui démontre que le service public ne peut plus être assuré correctement faute de personnel.

Il manque 133 postes à l'hôpital de Vannes, 50 au CHS de St-Avé... A l'équipement qui emploie 1600 personnes, on dénombre 45 % d'auxiliaires. Quant aux PTT on constate qu'avec le nombre d'heures supplémentaires assurées par les préposés on pourrait créer trois postes à temps plein à Auray et deux à Locminé.

Le cynisme grandissant de M. Barre ne s'exerce malheureusement pas qu'au niveau de ses discours.



Quimperlé: Meeting CGT des entreprises bretonnes de l'agro-alimentaire

Plusieurs centaines de manifestants ont répondu à l'appel de la CGT à Quimperlé pour soutenir leurs revendications: minimum mensuel de 3300 F, garantie de l'emploi, et l'embauche des salariés employés sous contrats temporaires.

De nombreuses entreprises de la région étaient présentes à ce meeting: Raphalen, Segeico, et Saupiquet chez qui le chômage partiel est effectif depuis le 21 novembre.

Dans les entreprises elles-mêmes, un ordre, de grève général de 24 heures, a été observé le jour même du meeting.

ILLE-ET-VILAINE

« Gant International » nouvelle escroquerie à l'emploi au pays de Fougères

Fougères va-t-elle devenir une zone de racket industriel de maîtres chanteurs de l'emploi? En quatre ans, 7 affaires se sont révélées être de véritables escroqueries.

— De Thoran chez Réhault que les travailleurs soutenus par la CFDT ont su mettre en échec.

— La secte de la Méditation Transcendentale qui cherchait à mettre la main sur l'entreprise SAPITEX.

— EPAC et la fuite de son directeur bien nommé Pillard.

— Allain Création, Dujardin et le Restaurant de l'Aumailerie.

On assiste aujourd'hui à un nouvel épisode dans le développement d'une race d'escrocs en tous genres, prêts à profiter de la situation alarmante de chômage. La plupart de ces affaires ont abouti à des faillites frauduleuses ou des deniers publics ont été engloutis. Dans l'affaire de « Gant Internationale » c'est d'un scandale financier qu'il s'agit puisque des subventions pour créations d'emploi ont été versées avant même que ceux-ci soient créés et que des entreprises du bâtiment risquent d'avoir travaillé pour rien et d'être acculées à la faillite...

Mais sous tous ces dossiers apparaît toujours le même nom: monsieur Cointat. De la même façon, qu'il vante aux touristes les mérites de Fougères, il présente aux « créateurs d'emplois » des atouts non négligeables qu'offre une ville comme Fougères avec ses bas salaires, et ses 2500 chômeurs...

Au moment où le pouvoir grossit les phénomènes de petit gangstérisme pour justifier ses augmentations d'effectifs policiers et ses projets de Loi dont on sait que les premières victimes seront les grévistes, les manifestants, et les syndicalistes, la CFDT pose le problème de fond, celui de la nouvelle délinquance industrielle.

FINISTÈRE

Morlaix: menaces sur l'emploi à la Société des Téléphones de Morlaix

Le 1^{er} février 1980, la STM employait encore 700 personnes. La reprise par le groupe Thomson-CSF signifie aujourd'hui un échec particulièrement grave pour l'emploi: la Société ne compte plus que 440 employés.

Pour protester contre l'abandon de la téléphonie, les travailleurs de la STM décidèrent l'occupation pacifique de la sous-préfecture. La réponse du sous-préfet ne se fit pas attendre, une nouvelle fois les pouvoirs publics manifestent leur conception du dialogue en procédant à une évacuation musclée des manifestants par les forces de l'ordre.

Mais la plus dure réponse reste pour les travailleurs de la STM d'importantes réductions d'horaire devant atteindre 24 heures hebdomadaires au mois de février prochain, pour plus de 300 d'entre eux.

La direction de la Thomson ne cache pas d'ailleurs son intention de ramener l'effectif à 250 personnes par une incitation aux départs volontaires.

CÔTES-DU-NORD

A St-Brieuc, fin d'année difficile pour les travailleurs des Forges et Laminoirs.

Le syndicat CGT de la Société des Forges et Laminoirs de Bretagne vient de tirer la sonnette d'alarme en faisant connaître les dernières mesures annoncées par la direction. Celle-ci après avoir invité l'ensemble du personnel, à céder, le mois dernier, 40% du 13^e mois pour les transformer en action, vient d'annoncer en réunion extraordinaire du comité d'entreprise, son intention d'effectuer le versement de ce 13^e mois en plusieurs tranches: 25% en janvier, 25% en juillet et le solde dans un délai non précisé.

Pour les 210 travailleurs de l'entreprise, qui subissent déjà une réduction d'horaire, ces dernières mesures représentent une nouvelle atteinte aux avantages acquis et une inquiétude grandissante du lendemain.

DE NANTES A BREST



LOIRE-ATLANTIQUE

Menaces de démantèlement à l'hôpital psychiatrique du Pont Piétin

Le Ministère de la Santé vient d'annoncer son intention, de réduire de moitié le budget de l'hôpital psychiatrique du Pont Piétin. Il invite le conseil d'administration à ramener le nombre de lits de 650 actuellement à 550. En compensation, les hôpitaux du département devaient ouvrir chacun un service psychiatrique. En fait, comme le constate l'inter-syndicat CGT-CFDT, aucune structure n'existe dans le département capable d'offrir aux malades l'encadrement qu'ils trouvaient jusqu'alors à l'hôpital du Pont Piétin.

Néfastes pour les malades, cette mesure l'est également pour le personnel. L'hôpital psychiatrique du Pont Piétin est le principal employeur de la région de Blain et si à ce jour aucun licenciement n'est encore prononcé on ne peut faire croire qu'un budget amputé de sa moitié n'entraînera pas certaines compressions. Déjà la boulangerie de l'hôpital vient d'être supprimée au profit d'une entreprise privée de la région.

L'inter-syndical CGT-CFDT mobilise d'ores et déjà le personnel, les malades et leurs familles pour s'opposer au démantèlement de ce service public de santé.

MOR-BIHAN

Lutte du syndicat CGT contre les accidents du travail à la Société Bretonne de Fonderie et de Mécanique.

Victime d'un accident du travail, un jeune cariste de 25 ans est décédé, emprisonné sous son chariot. Les délégués CGT au comité d'Hygiène et de Sécurité (C.H.S.) ont démontré lors d'une réunion extraordinaire qu'il ne s'agissait en aucune façon de fatalité ou de malchance, et exigé un contrôle général de l'usine, afin de vérifier qu'il n'existait pas d'autres situations de risque d'accident similaire pour y remédier immédiatement.

En 1978 déjà, deux accidents du même genre se sont produits, heureusement sans conséquence dramatique pour les caristes. Les délégués CGT au CHS ont réclamé que soient mis en œuvre les moyens nécessaires pour que la recherche de la productivité ne se fasse pas au détriment des hommes. Il a hélas fallu qu'il y ait mort d'homme pour que des directives énergiques soient enfin décidées par la Direction de la SBFM pour prévenir les risques d'accident liés à l'utilisation des engins de manutention.

Le syndicat CGT de l'entreprise entend poursuivre une lutte de tous les instants pour qu'à la SBFM on ne meure pas à 25 ans victime du profit capitaliste.



Le Peuple Breton

St-Nazaire: Alsthom Atlantique fermera son Atelier Chaudronnerie

La direction des chantiers Alsthom-Atlantique vient d'annoncer la fermeture progressive de son atelier Chaudronnerie. 500 emplois sont concernés par cette mesure.

En 1973, cet atelier employait encore 1200 personnes



La crise aussi chez les granitiers bretons

Les trente entreprises granitières bretonnes qui travaillent en totalité pour le bâtiment, connaissent une baisse très nette de commandes, en raison des difficultés que connaît cette activité; frappée de plein fouet par la diminution du pouvoir d'achat dans l'hexagone.

Pour certaines entreprises, l'horaire du travail hebdomadaire est tombé à 35 heures et de nombreux licenciements sont annoncés.

L'industrie granitière bretonne regroupe 3000 emplois dont 1000 tributaires du bâtiment.



Quimper: 1250 candidates pour 3 postes au nouvel hôpital

Le 15 mars 1981 ouvrira le nouvel hôpital de Quimper. La direction de l'établissement fit paraître dans les petites annonces trois offres d'emploi d'hôtesse. 1250 candidates devaient postuler...

Alors que le niveau demandé, était le BEPC, de nombreuses candidates détenaient une licence ou une maîtrise.



Vern sur Seiche: 40 salariés inquiets de la restructuration de leur entreprise

La direction du couvoir « La Colline » a Vern sur Seiche vient de mettre en place un plan de restructuration qui va entraîner une vingtaine de licenciements, une détérioration des conditions de travail et de rémunérations.

Cette situation intervient après la vente de l'entreprise par la Société Duquesne-Purina à la Société Soquet qui possède déjà huit établissements avicoles.

Les travailleurs réclament une véritable information sur leurs futures conditions de travail et leur contrat d'embauche.

LA LOI DES RIGOLOS...

EN contraignant chaque candidat aux élections présidentielles à obtenir 500 signatures préalables de «notables» (maires, conseillers généraux, députés ou sénateurs), le Parlement pensait répondre à un souci du Gouvernement: garder à ces élections un caractère de sérieux. Le prix en était cher payé puisqu'il éliminait désormais toute candidature qui ne recueillerait pas ces 500 signatures, faut-il le rappeler, sur un minimum de 30 départements français.

Mais enfin, le caractère de sérieux passe au-dessus de certaines contingences, ont pensé bien des démocrates, bien des amis du progrès. Pourtant des parlementaires de gauche se sont copieusement prêtés à cette mascarade. Mais est-ce seulement par naïveté? Il était plus commode de confiner les enjeux politiques entre les 4 grands partis qui monopolisent la scène politique française. Mais la commodité n'a jamais été synonyme ni de liberté, ni de démocratie. Que nos dirigeants de droite soient favorisés par un tel raisonnement, cela ne fait aucun doute, quand on voit chaque jour Messieurs Giscard d'Estaing ou Barre se moquer du droit de grève ou mettre en route des combines personnelles comme les diamants de Bokassa en Afrique. Tout était donc en place pour que ne s'expriment que les candidatures «sérieuses».

Mais Coluche est arrivé.

Quel scandale! Le très sérieux journal

Le Monde, dans son édition du 20 novembre, donnant la parole à des lecteurs, laissait paraître ces phrases «La France parle comme Coluche» ou encore «par le succès de Coluche, c'est Céline qui revient», le tout ponctué «des douceurs rétros du lèse-majesté». Quant à Coluche, il dit «Je veux aller jusqu'au bout et foutre la merde».

La candidature Coluche scandaleuse?

Pas plus que d'autres! Qui ne voit en effet que Coluche n'est que le bouffon de Giscard d'Estaing. Qu'il dit tout haut ce que Giscard fait tout bas. Qui n'a encore en mémoire cette image saisissante du Président en pleine étreinte avec son «cousin Bokassa», qui quelques mois plus tard, par lubie, faisait périr plusieurs dizaines d'enfants noirs dans son empire de misère?

Hier les élections européennes n'étaient accessibles qu'à ceux qui pouvaient les payer fort cher. Aujourd'hui le barrage des 500 signatures et des 30 départements empêchera encore les peuples colonisés ou minoritaires de l'hexagone: Guadeloupe, Martinique, Réunion, Bretagne, Pays Basque d'avoir la parole à laquelle ils ont droit.

La loi des présidentielles est celle du jeu truqué, Giscard d'Estaing en est le roi Coluche le Bouffon, et la gauche éclaire la scène. Il reste à espérer qu'une fois de plus ce ne soit pas les travailleurs bretons qui soient les «cocus» de l'affaire.

Yann Daumer.

24 JANVIER

CONCARNEAU

**DÉFENDONS
NOS
TRAINS !**

**MARCHONS
D'UNE GARE DÉCLASSÉE
À UNE (CONCARNEAU)
GARE MENACÉE (ROSPORDEN)**

**CROZON :
ENCORE L'ARMÉE...**

Cette fois-ci ce sont les habitants des villages de Treyout, Kersao, Goandour, St Philibert qui protestent: pour toute demande de permis de construire, ou de modification, c'est à... la marine qu'il faut déposer le dossier! Le pire c'est que la mairie elle-même n'était pas tenue au courant de cette procédure pour le moins contestable!

LES PORTES CLAQUENT

F. KERFRAVAL

UN ami m'a raconté l'autre jour une singulière histoire. Il était au théâtre et deux grands acteurs bien connus se partageaient la scène dans un vaudeville mille fois joué où un couple jadis uni se déchirait allègrement.

Les insultes pleuvaient. Les portes claquaient. Les décors tremblaient. Quel jeu!, pensait le public fasciné par la brutalité de l'un et envoûté par les minauderies de l'autre. Quelle vérité dans cette litanie d'occasions manquées et cette explosion de haines ressassées! Les comédiens se défonçaient et le public marchait.

Mon ami pensa quand même qu'ils en rajoutaient puis il s'aperçut, pour l'avoir lu quelques jours auparavant, que le texte de l'auteur ne comportait pas de telles épithètes et que le troisième personnage de la pièce, là-bas au bord du plateau, aurait d'ailleurs dû intervenir depuis longtemps.

Ce dernier, un acteur doué mais débutant, avait plusieurs fois essayé d'entrer en scène mais la porte qu'il

entr'ouvrit, côté jardin, lui fut claquée au nez et la main qu'il avançait des coulisses, côté cour, lui fut renvoyée sur la figure. Las d'attendre, il était passé par le trou du souffleur et tentait, depuis mais en vain, d'en appeler aux règles du métier, à la fidélité au texte et au respect des spectateurs.

Il se passa alors, me dit mon ami, un phénomène étrange. Le public au lieu de protester se prit au jeu. Quelques personnes venues seules, sans doute attirées par la qualité de l'affiche, étaient sorties, avaient traversé le boulevard et rejoint le music-hall d'en face où un grand échalas de danseur auvergnat levait la jambe avec virtuosité. Ceux qui étaient restés fidèles au théâtre applaudissaient à la mise à mort de l'intrigue et au corps à corps de ces deux monstres sacrés de la dramaturgie française.

Du parterre au poulailleur, des vestiaires au balcon, c'était à qui soutiendrait le plus fort l'éminente diva ou le génial pantomime. A qui villipendrait le mieux les amitiés particulières de l'un dans les

quartiers de l'Est ou les infidélités de l'autre dans les maisons bourgeoises. C'était le grand débailage.

Les querelles n'épargnèrent pas le groupe où se trouvait mon ami. Ses propositions de quitter la salle et d'attendre l'entracte en draguant, selon le cas, les ouvreuses ou les machinistes avaient été écartées: ne fallait-il pas toujours prendre part aux événements?

Mais si maintes fois des jugements différents portés sur l'actualité théâtrale n'avaient fait que rajouter au plaisir d'être ensemble, ce jour-là, la discussion avait dégénéré, et on allait en venir aux mains quand des cris d'affollement se firent entendre aux dernières rangées du parterre.

Sur plainte des propriétaires du music-hall d'en face, la police intervenait en force. Tous les spectateurs et les acteurs furent embarqués, et comme ils paraissaient ne plus aimer le bon théâtre, on les mit dans un stade.

Ils y restèrent sept ans.

IRLANDE :

La vie possible ?



Le Peuple Breton/E. Gillet

AIDAN MAC ATEER, CAGE 11, LONG-KESH...

Les prisonniers des blocs H, après quatre années de souffrances continues, se sont engagés dans la dernière forme de protestation qui leur reste: la grève de la faim, jusqu'à la mort si nécessaire. Nous, prisonniers républicains de Long Kesh (qui bénéficions encore du statut de prisonnier politique), nous faisons appel à votre solidarité.

Le gouvernement anglais est responsable de cette situation, suite directe et logique de la stratégie qu'il a choisie il y a cinq ans pour l'Irlande du Nord: criminaliser, ulstériser, normaliser. Son échec étant devenu patent, les militants politiques les plus actifs pensaient que les Anglais reconnaîtraient le statut de prisonnier politique à tous ceux qui le méritent, et permettraient ainsi au problème de se résoudre. C'était surestimer le bon-sens qui est sans doute la chose la moins répandue parmi les

membres du gouvernement britannique: ils ont continué en effet dans le même esprit assoiffé de sang à brutaliser les prisonniers politiques, se vengeant lâchement sur eux. Quatre années d'isolation, pendant lesquelles les prisonniers furent laissés nus, crevant de faim, battus fréquemment.

Maintenant, après quatre ans, la grève de la faim a débuté et nous faisons appel à vous pour mobiliser toute votre énergie et tous vos efforts dans les prochaines semaines. Nos frères et sœurs ont déjà beaucoup trop souffert dans leurs cellules remplies de leurs propres excréments; seule une mobilisation de masse pourra sauver des vies humaines et mettre fin aux souffrances des femmes de la prison d'Armagh et des hommes des blocs H de Long Kesh.

Aidan Mac Ateer, Cage 11, Long Kesh
P.O.W. Camp Co. Antrim Irlande.

Les articles de ces pages ont été écrits avant que cesse la grève de la faim des Irlandais du Nord.

Cette issue n'a en aucun cas réglé le problème et les analyses qu'on peut en faire restent parfaitement d'actualité.

L'UDB a toujours soigneusement fait la différence entre la condamnation des lignes politiques qui lui apparaissent erronées (et la plupart des prisonniers de Long Kesh appartiennent à l'IRA provisoire dont l'action sectaire et étroitement nationaliste constitue un frein objectif à la lutte de libération nationale et sociale de l'Irlande du Nord) et la défense de la dignité humaine. Thatcher n'a pas seulement à son passif une politique réactionnaire et inefficace (2.3 millions de chômeurs officiels en Grande Bretagne en novembre), elle a aussi, elle et ses prédécesseurs, beaucoup de sang sur les mains! Il est bon de s'en souvenir...

Sean Garland

donne le point de vue du Sinn-Fein The Workers' Party

Le Peuple Breton



Sean Garland, lors d'un congrès du Sinn Féin - The Workers' Party

Décembre 1980

Cher Ami,

Dns le Bloc H de la Maze Prison d'Irlande du Nord, il y a actuellement (décembre 1980), plus de 300 prisonniers engagés dans un mouvement de protestation. Ils refusent de porter les vêtements fournis par l'administration pénitentiaire, et vivent, depuis plus de quatre ans maintenant, enveloppés dans une couverture. La campagne a pris l'an dernier une nouvelle forme, quand les prisonniers ont décidé de souiller leurs cellules, d'excréments et de déchets de nourriture. Tous ces prisonniers ont été condamnés par ce qui s'appelle des Cours Spéciales, sans jury. Il est très probable que certains de ces condamnés sont emprisonnés à tort, soit sur la base d'aveux extorqués, soit qu'ils aient été victimes de coups montés. Il est tout aussi clair que certains d'entre eux sont coupables de quelques uns des crimes les plus vils jamais commis en Irlande. Les prisonniers appartiennent tous soit à l'IRA Provisoire, soit à l'organisation ultra-gauchiste IRSP/INLA. La position de ces deux organisations est qu'elles se battent pour des objectifs politiques et qu'en conséquence, leurs membres sont en droit de bénéficier d'un statut spécial en prison.

Cette demande, qui a été faite en 1976, s'est vu opposer un refus de la part du gouvernement britannique, et, depuis 1976, ces organisations ont tenté de mobiliser un soutien de masse pour faire pression sur le gouvernement britannique afin qu'il concède le Statut Politique. Elles ont échoué, pendant ces quatre ans, à s'assurer un soutien tant soit peu significatif, rassemblant au plus quelque

2000 personnes à l'occasion de diverses manifestations.

Il y a un peu plus d'un mois, les organisations en question ont décidé une Grève de la Faim. Sept prisonniers ont été sélectionnés qui se sont engagés, fin octobre, dans une grève de la faim, jusqu'à la mort. Depuis, il y a eu naturellement un regain de soutien aux demandes des prisonniers, et aussi de nombreuses tentatives à divers niveaux pour désamorcer la situation et résoudre le problème.

Dans le document joint, nous passons brièvement en revue les diverses forces en présence, car nous craignons que de nombreuses personnes ou organisations ne soient amenées à s'engager ou à prendre position sans être au courant de la totalité des faits. Comme nous le déclarons dans la dernière partie de notre document: «La seule demande sensée et raisonnable qui puisse être faite aujourd'hui, est la paix. Si une pression suffisante était exercée sur les «Provisionals» et toutes les autres organisations terroristes pour qu'elles cessent leurs activités, il serait alors possible, et rapidement, de mobiliser et d'organiser les gens pour la lutte politique. La fin de ces activités ouvrirait la voie à l'action sur un grand nombre de questions: la démocratie, la fin du sectarisme, le problème majeur du chômage, les restrictions dans la Santé ou les Services Sociaux, l'abrogation de toute législation répressive, une campagne pour les Libertés Civiques, y compris l'abolition des Cours Spéciales et la libération finale de la grande majorité des personnes en prison».

Le 1^{er} décembre 1980, les sept grévistes de la faim masculins ont été rejoints dans leur mouvement par trois femmes incarcérées à la prison d'Armagh.

N'ayant pas réussi à provoquer un mouvement de soutien significatif au bout de six semaines de grève de la faim les sept hommes, les «Provisionals» ont maintenant décidé que l'addition de femmes à cette grève de la faim allait engendrer ce soutien.

Il est clair que les «Provisionals» mènent une campagne très bien orchestrée, utilisant des slogans tels que «Ne les laissez pas mourir», ce qui masque le fait que seule l'organisation des «Provisionals» elle-même peut décider que les grévistes de la faim meurent ou non. Une autre menace qui est largement utilisée, est que si certains de ces grévistes de la faim meurent, ce qui est à l'heure actuelle tout à fait possible, d'autres mourront alors, dans des émeutes ou des attentats, à la bombe ou par armes à feu. Cette menace de la mort d'encore plus d'innocents est une indication du point auquel, pour l'organisation des «Provisionals», la situation est désespérée. Il est extrêmement regrettable que certaines personnes et organisations sérieuses et pourvues de principes, chez nous et à l'étranger se soient laissées manipuler au point de donner leur soutien à cette campagne.

Un certain nombre d'organisations en Irlande ont, la semaine passée, démenti le soutien dont s'étaient prévalus publiquement de leur part les «Provisionals» dans leur campagne du Bloc H. Parmi ces organisations, on trouve le Conseil National de la Jeunesse, le Syndicat du Personnel des Collectivités Locales et du Service Public, Amnesty International. Nous vous pressions d'apporter votre soutien aux forces démocratiques qui en Irlande luttent d'une part contre le terrorisme et d'autre part contre le déni des droits démocratiques du gouvernement britannique.

Fidèlement votre, Sean Garland,
Secrétaire Général, Sinn Féin. Parti des Travailleurs.

Note du traducteur:

Provisional signifie mot à mot provisoire. «Provisional IRA», Provisional Sinn Féin, et appliqué en abrégé aux militants «the Provisionals» (difficilement traduisible par «Les Provisoires!»), sont des expressions qui désignent la fraction anti-marxiste et activiste qui a, en 1969, fait «provisoirement» sécession du Sinn Féin officiel, devenu depuis le Sinn Féin. Parti des Travailleurs.

la DISCOTHEQUE

J.C. PROUST

Importation de disques celtiques

6, rue Assemblée Nationale
LORIENT - tél. 21.23.23

Très grand choix
de disques et cassettes
Breton
Irlandais
Ecosais

GWYNFOR EVANS :

VOUS AVEZ DIT GENOCIDE ?

« Le mot le plus proche pour qualifier la position du gouvernement français face à la culture bretonne, c'est **Génocide** ». Gwynfor Evans vient tranquillement de lâcher sa « bombe » au Club de la Presse de Rennes ce 19 Novembre; quelques stylos sont restés suspendus. Dame, on n'est jamais trop précis dans les comptes rendus! Pour des gens habitués à voir les violations des Droits de l'homme à l'extérieur exclusivement (je vous renvoie à votre radio habituelle), il y a de quoi se râcler la gorge. Et il continue le leader du Plaid Cymru: « Il semble que ce choix politique doive faire l'objet d'un recours devant la Cour Européenne des Droits de l'homme. L'Impérialisme culturel en France risque de détruire beaucoup plus que l'impérialisme soviétique. Là-bas des dizaines de langues sont protégées ». Vlan! C'est vraiment le jour des acquis qu'on ébranle!

Le représentant de FR3 tente bien un amalgame (attention gros boutou-koad!) entre la violence des propos et l'affirmation de pacifiste de leur auteur; Gwynfor Evans insiste tout aussi paisiblement: « Je crois que ce mot est dur et grave, je ne l'utilise pas sans avoir réfléchi. On est en train de faire disparaître le peuple breton ».

Des victoires à confirmer

Gwynfor Evans que sa menace de

grève de la faim pour obtenir une chaîne de télévision en gallois venait de rendre à l'actualité, a longuement étudié, devant un Club de la Presse plein à craquer la situation linguistique de la Bretagne et du Pays de Galles.

Outre-Manche, le combat long et difficile, massif aussi a permis des progrès dans la situation du gallois. Massif car il a rappelé les 40.000 cotisants de son parti, les centaines d'élus locaux, le soutien des syndicats des enseignants, des associations. Bel objet de méditation pour les sempiternels « inorganiques » du mouvement breton.

D'abord la loi de 1967 sur le statut de la langue galloise a suivi la victoire du Plaid Cymru de 66. Ensuite peu à peu on a étoffé le réseau d'écoles galloisantes, de la Maternelle à l'Université (400 écoles maternelles, des écoles normales bilingues). Une demande croissante se manifeste, même dans les comtés anglophones (ex: Morganon 12.000 gosses apprennent le gallois dont 92% sont de familles anglophones). Grèves et occupations d'écoles ponctuent ces revendications.

Des progrès ont été faits ensuite, dans la vie officielle: mêmes droits pour gallois et anglais devant les tribunaux, les conseils municipaux, les panneaux routiers avec la forme galloise **correcte** (suivez mon regard). Mais la lutte continue car en matière de radio et de TV, la situation n'est pas encore

acceptable et Gwynfor Evans réclame des émissions « **sous contrôle d'une organisation galloise indépendante** ».

Le radicalisme gallois

Très à l'aise en matière linguistique, Gwynfor Evans nous a paru beaucoup moins convaincant sur le plan politique où nous l'avons interrogé. Son « radicalisme gallois », juxtaposition d'idées généreuses imprégnées de tous les temps forts du protestantisme, reste vague. Oui, il est pour le pouvoir des ouvriers dans les usines mais pour lui le socialisme ne veut pas dire grand chose, et de critique du capitalisme, point.

Pourquoi ce score si faible lors du vote sur l'autonomie en 78? Les Gallois se mobilisent-ils plutôt pour le culturel? Réponse: ce sont les travaillistes gallois qui ont œuvré contre. Mais ensuite les gens ont regretté (?) et l'on s'accorde aujourd'hui pour reconnaître que le résultat serait inverse.

Est-ce que le contexte de crise a joué? N'a-t-on pas préféré conserver la manne anglaise? Non il ne pense pas, reste vague, puis revient aux travaillistes.

Mais les succès obtenus sur le plan linguistique lui donnent espoir pour aborder le domaine économique et social grâce à l'enthousiasme et à la conscience nationale du Pays de Galles. Alors!...

Gérard Provost.

EUZKADI :

LE TEMPS DES MEURTRES...



Bien sûr, l'attentat de Hendaye, le 23 novembre, n'a fait « que » deux morts; mais on en a quand même cent fois moins parlé que de celui de la rue Copernic. Et pourtant, quel scandale que ce meurtre anti-basque, suivi de la fuite en Espagne des assassins et de leur libération immédiate. Quand

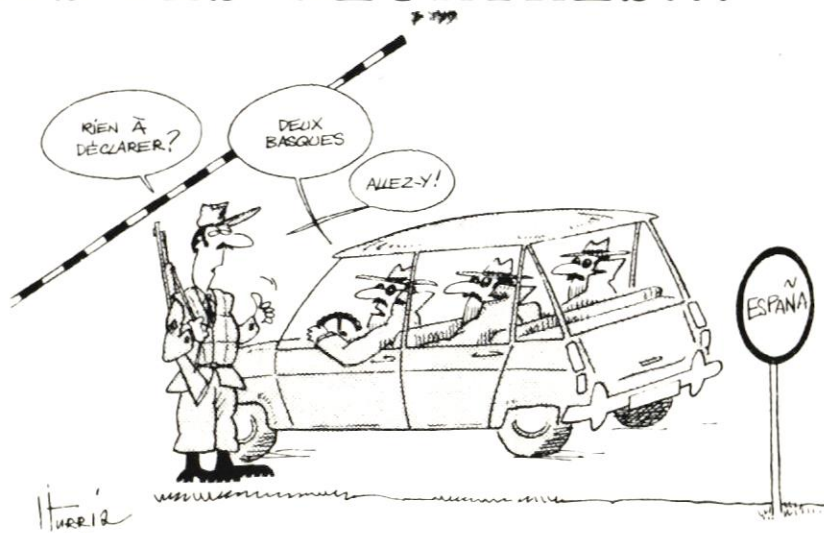


Photo et dessin « Embata »

on songe aux récits sur la torture en Euzkadi-Sud, au fait qu'Etchave soit en prison à Bayonne pour port d'armes alors que Zurita, l'assassin de sa femme est en liberté, on mesure les tares d'une justice qui n'a vraiment rien gagné à la coopération Franco-espagnole...

SUR UN AIR DE ...ROCK (suite)

Bruce Springsteen

**Benatar Pat** «Acte II».

Un deuxième album toujours aussi corsé, bouillant et tonique. Un deuxième acte plus pro mais tout aussi communicatif que le précédent. Une femme qui par sa voix donne de bien belles émotions sur une musique ni trop dure ni trop sucrée («Crimes of Passion», Chrysalis CHE 1275, dist. RCA).

Bush Kate «Au pays des merveilles».

Un univers de cristal, de romantisme, de douceur, et de papillons. Le décor est en place. La voix de Kate en rajoute pour créer cette atmosphère à la Lewis Carroll. Une voix subtile qui joue avec les textes et la musique. Cela mériterait un disque vidéo tellement, on imagine les scènes sur le théâtre-planète «Kate Blush». («Never for Ever», 2 CO70.07339, dist. Pathé Marconi).

Coconuts and Kid Créole «Friandise Tropicale».

La pochette à elle seule, donne le ton! La musique porte autant d'images, dansantes, drôles. Un mélange dosé de tropiques, reggae, salsa, funk, samba à mettre dans un shaker! Se boit comme du petit lait de noix de coco! (Palace 6313 093, dist. Phonogram «Off the coast of me»).

Dire Straits «Bien plus dur».

Les quatre larrons du swing nous avaient habitués à une musique plus soft! Ils changent! Tant mieux. Mark Knopfer le sultan, est toujours aux commandes, et il déverse autant de rivières de feeling, le style est toujours là, même si la mélodie est quelquefois plus agressive. («Making Movies», Vertigo. 6359 034, dist. Phonogram).

Dexy's Midnight Runners «d'Irlande».

D'Irlande ne nous vient pas qu'une musique celtique, la preuve, Dewy's Midnight Runners, «réinventent» la soul des années 60, avec une section de cuivres légendaires! C'est pas du ska, c'est pas du rock, et ça swingue. Pour les nostalgiques ou pour ceux qui de temps en temps aiment prendre la machine à remonter le temps! («Searching for the young soul rebels», Parlophone 2C 070.07319, dist. Pathé Marconi).

Flouze + Jo Lemaire «Accent américain».

Pourquoi a-t-on changé la voix de Jo Lemaire? Elle sonne maintenant comme celle de Chrissie Hinde des Pretenders. Ce deuxième album est encore meilleur que le premier, plus fin, plus subtil, plus étendu. C'est un des rares groupes rock belge à passer la frontière, il faut en profiter. Jo Lemaire est en train de trouver son style, souhaitons qu'elle retrouve sa voix. («Precious Time», Vertigo. 6399 102, dist. Phonogram).

Jackson Joe «Plus d'image».

Le look que nous offrait, Joe sur ces deux précédentes pochettes a disparu pour laisser place à un dessin coloré et fouillé! Est-ce que ça a vraiment une importance pour la musique? Bien, on dirait tellement Joe a laissé son «agressivité» de côté, ainsi que son tempo rapide, pour se consacrer aux mélodies déabusées. Moins compact que les deux précédents, l'album est toutefois intéressant car il y a au moins trois chansons percutantes: «Beat Crazy», «Mad at you» et «Pretty Boys». Rien n'est perdu! («Beat Crazy» A et M AMLH 64837, dist. CBS).

Linton Kwesi Johnson «Profond».

La pureté vous prend tout de suite au cœur et au ventre! Pas d'enjolivures. La voix de Linton en dit suffisamment, ce jamaïcain immigré en Angleterre, est avant tout un poète qui a utilisé la musique pour transmettre ses textes. Plus qu'un disque de reggae, c'est un disque de Racines. («Bass Culture» Island. 6313 050, dist. Phonogram).

Motels «4 étoiles».

Cette voix! Rien d'étonnant quand on sait qu'à huit ans Martha Davis jouait de la guitare et chantait des negro-spirituals. Donc le principal de cet album repose sur son personnage. La musique est dans le ton de l'époque, énergique et dépouillée. Les ballades ne sont pas faites pour me déplaire non plus... En avant, on voudrait un peu plus de sax! («Careful», Capitol Records 2 CO70 86.146).

Oldfield Mike «Mosaïque».

Tous les disques de Mike que je connais, sont un peu faits de la même façon: un intéressant mélange de différentes musiques, de différents styles, de différents continents! Le tout bien ficelé, bien assemblé comme une mosaïque justement. Dans cet album, un des titres «Celt» donne une image de sa perception de l'homme ou de la nation. («Qez» Virgin. 202.967).

Orchestral Manœuvre in the Dark «Pas si glacé que ça».

Bon nombre de disques de musique synthétisée, nous plongeait systématiquement dans le vide et le froid glacial, inhumain. Le deuxième album d'Orchestral Manœuvre échappe à cette règle. Le rythme n'est pas robotique, on y sent une âme et de la vie. Le disque peut servir pour danser! Ce sont des mélodies, pas des impulsions d'ordinateur! («Organisation» Dindisc 202.971, dist. Virgin).

Presley Elvis «Rare».

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature de son contrat avec RCA, cette société a édité un coffret de 8 disques. Tiré à 250.000 exemplaires, il a sûrement fait le bonheur des fans de toujours. Pour ceux qui n'ont pu se le procurer ou pour ceux qui préfèrent un raccourci, voici un album avec 14 chansons originales qui pour la plupart étaient sur des 45 t. ou sur des 33 t. d'importation. La qualité son s'est améliorée, grâce au travail en studio. Un très bon complément sonore au livre de Barsamian et Jouffa. («Rare Elvis» PL 429.35, dist. RCA).

Parker Graham «Loup solitaire».

Un son à la Elvis Costello, un personnage qui ne joue pas les vedettes et une musique dans le ton du moment: rock

frais et frappé, encore une fois dépouillé de la luxure de paillettes. Avec pour une chanson la voix complice de Bruce Springsteen... une très forte référence («The up escalator» Stiff, 940831, dist. Barclay).

Queen «Les rois».

Au premier abord, j'ai pensé aux Beatles, mais ça veut pas dire de la copie, ni même de l'inspiration. Je retiens plus les chansons pour ce groupe que la musique qui est souvent au deuxième plan. (Ça ne veut pas dire inexistante!). Donc en bref, c'est un bon disque de chansons*. («The Game», Emi., OC 064, 63.923), dist. Pathé. Marconi). (*Avec un bon vieux rockabilly de derrière les fagots «Crazy little thing called Love».

SPRINGTEEN BRUCE «Géant».

Attendu depuis plus d'un an Bruce a carrément comblé ceux qui l'attendaient, en réalisant un double album dont déjà on peut dire qu'aucune chanson n'est inutile. Bruce a une voix taillée dans le rock. Il chante les voitures, le crime à bout portant («Point Blank»), de superbes ballades comme «The River», avec une sensibilité à fleur de peau, exacerbée par le saxo puissant de Clarence Clamons. Personne n'a jamais réalisé un disque comme celui-là! Il n'est d'aucune mode, il est à la fois traditionnel et novateur. Il restera comme un monument («The River» CBS 885.10).

Specials «Virage».

Les rythmes ska endiablés de leur premier album, ont viré vers un mélange de rythm'and blues, de tropiques, un peu comme Kid Créole, mais moins sous forme de clichés. Les Specials continuent de s'amuser, ils mélangent en se jouant des époques et des styles, des instruments les plus modernes aux plus «démodés». Beaucoup d'originalité et de clins d'œil («Specials Plus» Chrysalys, II 5003, dist. RCA).

Talking Heads «Lumière».

Ces quatre têtes parlantes, ont réalisé le disque le plus intéressant de cette année (avec celui de Bruce Springsteen). Si la démarche des Talking Heads était déjà surprenante et rebutante, elle va cette fois-ci à l'encontre de toutes les règles établies. Avec la complicité de Brian Eno, les Talking Heads ont intégré à leur musique les rythmes africains. A ce niveau, ce n'est plus de l'exotisme, mais de philosophie même dont ils se sont imprégnés. Les Talkings Heads sont les pionniers de l'utilisation de l'électronique avec les rythmes traditionnels, ils en font une nouvelle musique; une nouvelle tradition, et la boucle ne sera jamais bouclée, ouverte à toutes les expériences, à toutes les recherches: ce que l'homme a toujours fait en intégrant ce qui l'environne («Remain in Light», Sire Record, 2 C070, 64.145 dist. Pathé-Marconi).

U2 «Actuel».

Un rock actuel, sans sophistication, dur quelquefois dans l'interprétation, mais

rendu fragile par la voix de Bono le chanteur, qui crie, mais d'une voix désespérée. Beaucoup d'harmonies, même si la «lourdeur» de la rythmique renforce une image d'angoisse. Ces quatre Irlandais sont des purs, c'est peut-être ça que veut exprimer la très belle pochette («Boy» Island, 6313 105, dist. Phonogram).

Wonder Stevie «Master».

Deux faces de soul, dont un hommage à Bob Marley, («Master Blaster») ont fait retrouver ses racines les plus pures au maître du genre. Tout dans ce disque est densité, feeling, révolte et amour. Il rend entre autre hommage à Martin Luther King dont il voudrait que l'anniversaire de sa mort soit férié aux Etats-Unis. On peut vraiment parler de génie, pour un homme que la vie traverse de part en part et qui nous la renvoie en musique de la même façon. («Hotter than July» Tamla, 2C 070, 64.121 dist. P.-Marconi).

XTC «Dans le ton».

Leur prestation à la Beaujoire à Nantes cet été ne m'avait vraiment pas convaincu. Leur disque révèle un groupe intéressant. L'image même de la nouvelle vague avec de temps en temps des accents à la Joe Jackson. («Living thought Another Cuba» est un ska mélangé de rythme cubain et c'est drôle. («Black sea», Virgin 202.836).

Young Neil «Western».

Neil a repris sa guitare, et autour du feu de bois, sous la lune et sur fond de canyon, il y va de ses mélodies. Ça c'est pour la face 1. Sur la face 2, il s'est adjoint quelques copains et il doit jouer en ville au salon du vrai country revival. Neil Young est déconcertant, aucun disque n'est la suite logique du précédent. Pour l'occasion tant mieux, on est bien dans cette ambiance. («Hawksand Doves», reprise 54.109, dist. WEA).

Yann-Fanch Langoët.

LES INQUIÉTUDES DE MONSIEUR BAS

Le Journal Officiel des Débats de l'Assemblée Nationale étale au grand jour, dans son numéro daté du 17 novembre, la vision colonialiste que la France officielle garde de l'Algérie. Un pays dont l'indépendance lui paraît toujours un regrettable accident.

Le député Pierre BAS (R.P.R.) revient dans une seconde question écrite au Gouvernement sur le scandale que constituerait le fait, pour la Sécurité Sociale, d'avoir présenté dans un ouvrage destiné aux futures mères, le prénom Amirouche en précisant: prénom Kabyle illustré par un célèbre résistant algérien...

Et le Ministre s'excuse, penaud. Rassurant tout de même le député: le Livre d'Or pour une future maman n'a eu, dans cette version, qu'une diffusion limitée.

Un peu de patience, M. Bas. Si Giscard est réélu, vous pourrez franchement suggérer à la Sécu de proposer aux jeunes mamans algériennes le prénom Massu. Puisqu'elles vivent en France, pourquoi n'auraient-elles pas à cœur de glorifier plutôt les «héros» de ce pays?

33221. — 7 juillet 1980. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'il a lu avec le plus grand intérêt la réponse, parue au Journal officiel du 9 juin 1980, à sa question 25698 du 11 février 1980. De quoi s'agissait-il? «Un livre d'or pour une future maman», diffusé par les caisses d'allocations familiales françaises, donnait 5968 prénoms à choisir aux familles parmi lesquelles notamment celui de: «Amirouche, prénom kabyle illustré par un célèbre résistant algérien». Les milieux d'anciens combattants, spécialement ceux de la guerre d'Algérie, se sont émus à juste titre de cette provocation, et l'attitude des caisses d'allocations familiales avait été jugée masochiste, c'est le moins qu'on puisse dire. Le ministre expose que, certes, les caisses ont bien distribué la brochure mais qu'elles ont pris soin de faire mentionner, dès la première page, que cet ouvrage n'engage pas la responsabilité des établissements ou des organismes qui avaient accepté de le diffuser gracieusement. De qui se moque-t-on? Ces caisses, en acceptant de diffuser par leurs services un texte choquant pour la France, engageaient leur propre responsabilité. Elles n'ont pas à s'abriter derrière une précaution imprimée à telle ou telle page du document distribué, elles sont responsables du scandale. Et c'est pourquoi il lui demande de ne pas couvrir la faute commise mais, au contraire, de donner des instructions pour que le sang versé en Afrique du Nord, pour des raisons que l'histoire jugera, mais en tout cas qui fut un sang français versé, ne soit pas ignoré dans les caisses d'allocations familiales en magnifiant les adversaires. Il appartient aux adversaires de glorifier leurs héros, ils ne s'en font pas faute, ils sont parfaitement dans leur droit. Il n'appartient pas à la France de glorifier les hommes qui ont fait tuer certains de ses enfants, et le ministre de la santé et de la sécurité sociale n'a pas à couvrir une telle action qui sera jugée assurément sévèrement et qui l'est déjà.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale confirme qu'un seul numéro de la revue *Le Livre d'or pour une future maman*, celui daté de juillet-septembre 1978, a été diffusé, de manière limitée, par certaines caisses d'allocations familiales. Depuis lors, aucune parution de ce document n'est intervenue. Toutefois, l'attention des gestionnaires des caisses d'allocations familiales a été appelée sur le contenu de cet opuscule ainsi que sur les critiques qu'il a pu susciter de la part de l'honorable parlementaire.

RENNES: LE BRETON A L'ECOLE LAÏQUE, UNE STRICTE APPLICATION DE LA LOI...

J. Cosquer, au 1^{er} plan, à l'assemblée générale des Parents d'élèves pour l'enseignement du breton, en novembre dernier



Le Peuple Breton

Il y a un an, et pour la première fois à la demande des parents d'élèves, des cours de breton étaient dispensés dans une école primaire de Rennes, l'École de la Liberté. Cette année, l'expérience se poursuit et s'élargit à d'autres établissements scolaires de Rennes touchant au total 240 enfants. Dans cette région de Bretagne, historiquement non bretonnante, ce chiffre laisse rêveur et justifie à lui seul le bien-fondé de l'entreprise. Au départ pourtant, celle-ci pouvait paraître risquée. Mais un concours de circonstances, un contexte culturel nouveau, la transformation des mentalités, le soutien d'un certain nombre de personnes du corps enseignant, de la municipalité rennaise et surtout la volonté et l'obstination de ses initiateurs, ont permis de surmonter les difficultés et d'arriver à ces résultats positifs. Pour mieux comprendre cette réussite (car elle est indéniable même si elle est encore limitée à Rennes), le Peuple Breton a

rencontré Jacques Cosquer qui est à l'origine de cette initiative et de la création de l'Association des Parents d'Elèves pour l'enseignement du Breton, association dont il est le Président.

Le Peuple Breton: Jacques Cosquer, comment l'enseignement du breton a-t-il commencé à l'École de la Liberté?

Jacques Cosquer: En fait, tout vient de ma fille. Elle me reprochait de ne pas lui avoir appris le breton étant petite, alors que ma femme et moi-même le parlons couramment. Aussi, un jour, à sa demande, je me suis institué professeur de breton. Tous les soirs après l'école, nous faisons 1/2 heure de breton. Cela a duré un an. Mais je ne suis pas pédagogue et ces « cours » étaient donc assez fatigants pour ma fille. L'idée m'est donc venue de demander à la directrice de

son école s'il n'était pas possible d'organiser ces cours dans son établissement. Sa réponse n'a pas été négative mais comme l'expérience était inédite, elle ne voyait pas dans l'immédiat comment ces cours pouvaient se mettre en place concrètement. Cependant, encouragé par sa réponse, je lui ai adressé une lettre pour que ma demande soit enregistrée officiellement et présentée à l'Inspection Académique. Effectivement, peu de temps après, M. Varry, Inspecteur Départemental, confirmait à Mme Dibon la possibilité légale d'assurer ces cours en vertu d'une circulaire de 76 qui prévoit l'enseignement du breton une heure par semaine parmi les activités d'éveil.

Le P. B.: Comment êtes-vous passés de cet accord de principe à la réalité des cours?

J. C.: Pour cela, j'ai dû surmonter essentiellement trois difficultés. La première concernait l'enseignant. Il n'y avait pas d'instituteur bretonnant à Rennes susceptible d'assurer ces cours. J'ai donc proposé à l'Académie de leur présenter un candidat. Seulement, cette candidature entraînait une deuxième difficulté: dans la mesure où cet enseignant n'était pas fonctionnaire, le ministère de l'Éducation ne pouvait pas prendre en charge son traitement. L'aurait-il pu qu'il ne disposait pas non plus dans son budget des fonds nécessaires à la rétribution de l'enseignement. Il me fallait donc aussi trouver de l'argent. Enfin, troisième difficulté: y avait-il assez d'élèves pour justifier ces cours? Mme Dibon, a réalisé alors une enquête auprès des élèves. Le résultat en a été étonnant et j'avoue avoir été moi-même extrêmement surpris: je comptais sur une quinzaine d'élèves, ce sont 74 élèves soit 33% des effectifs qui ont répondu OUI. A ce moment, il n'était plus possible de reculer: au lieu d'être une lubie de quelques uns, cela devenait un besoin social. Je dois en plus préciser que le chiffre en aurait été plus élevé si les horaires de cours avaient été intégrés aux heures de classe, de nombreux parents m'ayant fait part de leur crainte de voir leurs enfants trop fatigués à ces heures (entre 17 h et 18 h), ou occupés à d'autres activités). Donc une excellente surprise! Les cours ont commencé immédiatement après la Toussaint...

Le P. B.: Le problème du financement n'était pas alors résolu. Comment avez-vous fait?

J. C. La seule solution a été pour moi de créer une association. En effet, c'est le seul moyen d'obtenir des subventions des différentes collectivités ou institutions locales qui par ailleurs financent bien des enseignements de musique, d'éducation physique, de natation, etc... A fortiori, il me semblait possible d'obtenir une aide pour l'enseignement du breton.

Le P. B.: Avez-vous eu ces subventions?

J. C. Oui, dans l'ensemble. La municipalité rennaise a pris en charge

GARAGE DU GUELMEUR
Gérard JAOUEN

VENTE - RÉPARATIONS - ENTRETIEN VEHICULES TOUTES MARQUES

4, RUE DU GUELMEUR
BREST-ST-MARC
TEL. 02-32.86

BAR - BRASSERIE - RESTAURANT

"Les Antilles"

ouvert jusqu'à 2 heures du matin
12, rue de Siam - BREST

Sa Terrasse
Sa Petite Salle de Réunion
Ses Glaces
Ses Dégustations de Fruits de Mer
à toute heure

malgré l'abstention des communistes et d'un socialiste, la moitié du salaire de l'enseignant. Réponse également positive du Conseil Général d'Ille et Vilaine qui a versé la somme de 1000 francs (bien sûr, c'est peu mais ce geste montrait l'intérêt qu'il portait à notre expérience). En revanche, la réponse a été négative de la part du Comité Interdépartemental de la Charte Culturelle. Ce refus nous a évidemment choqués. Pour le justifier, le comité a fait valoir que la charte culturelle prévoyait déjà un enseignement du Breton dans le cadre de l'éducation Nationale et selon des règles bien définies, cette explication ne nous a pas convaincu et c'est pour cela que nous avons écrit au Président de la République ainsi qu'à tous les membres des Conseils généraux de Bretagne, Loire-Atlantique comprise, tous membres du Comité. L'avenir dira si nous avons eu raison d'attirer leur attention sur cette situation pour le moins contradictoire.

Le P. B. : Avez-vous eu d'autres problèmes ? Par exemple par rapport au corps enseignant ?

J. C. : Non pas vraiment. Bien sûr, au départ, un certain nombre d'enseignants, étaient dans l'expectative. Il faut les comprendre : la chose était nouvelle, inédite et pouvait n'exprimer qu'un engouement passager. Mais déjà, le pourcentage des enfants intéressés a troublé les plus sceptiques. D'autre part, nous avons fait le maximum pour les associer à cette expérience. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs ont assisté à la fête de fin d'année que nous avons organisé à l'École de la Liberté en présence du Recteur Le Moal, de l'Inspecteur départemental Varry, représentant l'inspecteur académique Soubry. Sa présence témoignait également de l'intérêt qu'ils portaient à cet enseignement dans le cadre de l'école laïque. Intérêt concrétisé par la promesse faite par M. Soubry de réaliser dans le courant de cette année scolaire le recensement du nombre d'instituteurs susceptibles d'enseigner le breton à Rennes et de patronner une enquête qui permette de connaître le nombre d'élèves intéressés, par cet enseignement.

Le P. B. : En définitive, cependant, c'est vous et votre association qui faites tout le travail, l'Éducation Nationale se contentant de ne pas dire non !

J. C. : Non, je ne le vois pas de cette manière. Vous savez mon principe est de partir de la réalité sans être choqué de quoi que ce soit. Or, jusqu'à présent, la réalité de la langue bretonne est qu'elle n'est pas enseignée. A partir de ce constat, il y a deux attitudes possibles : soit passer son temps à se lamenter sur les carences de l'administration, soit prendre soi-même ses responsabilités et mener un certain nombre d'actions qui, sans être explosives, amènent petit à petit à des changements. Il est tout à fait naïf de croire que l'administration va dépenser de l'argent pour mettre en place un enseignement de breton si les Bretons eux-mêmes ne le réclament pas ! C'est à nous les parents de faire la démonstration de notre détermination. Jusqu'à présent, l'Éducation Nationale ne nous a opposé aucun refus mais le jour où le cas se présentera, seul un consensus social, seule une volonté collective, amèneront à l'application de la loi. C'est dans cet esprit que nous travaillons.

Le P. B. : Mais l'inscription de 240 enfants à ces cours de breton n'apporte-t-elle pas déjà

la preuve d'une demande réelle devant laquelle l'administration ne peut que s'incliner ?

J. C. : Écoutez, au départ, je n'ai rien voulu prouver. Mais effectivement, cette réalité oblige l'Inspection Académique à prendre en compte l'organisation de l'enseignement du breton. Elle touche également d'autres personnes. Des contacts avec le SNI d'Ille et Vilaine, avec les Fédérations de Parents d'élèves Andrieu (ex Cornec), et Schleret (ex Lagarde), avec la Fédération des œuvres laïques d'Ille et Vilaine, avec le Maire de Rennes, permettent de penser qu'il n'y aura aucune opposition à la poursuite de l'expérience. La Fédération Andrieu ex Cornec se propose même de distribuer des tracts à tous les parents d'élèves afin de les informer de la possibilité pour leurs enfants de suivre ces cours. Je découvre une véritable volonté de collaboration à tous les niveaux à partir du moment où nos objectifs sont clairs à savoir la stricte application de la loi Haby de 1975 si le besoin en est prouvé.

Le P. B. : Au fond, votre atout principal, c'est la loi ?

J. C. : En effet. Il ne s'agit ni de se battre contre l'État Français comme Don Quichotte contre des moulins à vent ni de soulever des montagnes. Notre action repose sur le fait qu'il s'agit d'un droit et à ce titre d'ailleurs, on peut s'étonner que les collectivités locales en Bretagne n'aient pas pensé à réaliser cet enseignement. Aucun texte ne l'interdit. Au contraire, la Loi Haby de 1975 prévoit dans son article 12 l'enseignement des langues et cultures régionales tout au long de la scolarité. Cet article n'a pas fait l'objet d'un décret d'application, un oubli paraît-il. Tant que personne ne le réclame, il ne sera pas appliqué. En revanche, si les parents l'exigent (les parents ignorent souvent le pouvoir qu'ils ont en matière d'enseignement), l'administration ne peut que s'incliner. Notre action se situe dans la légalité soutenue de surcroît par les conventions concernant les droits fondamentaux de l'Homme.

Le P. B. : Votre action se situe dans la légalité. Comment situez-vous celle de Diwan par rapport à la vôtre ?

J. C. : Diwan est pour moi une nécessité en Bretagne. Il fallait faire la démonstration de ce besoin du breton à l'école. Cependant Diwan est une expérience difficile et la langue bretonne est pratiquement morte

comme langue de communication professionnelle, d'activité sociale. D'autre part, cet enseignement ne touche que quelques enfants alors qu'il existe une masse d'enfants dans les écoles publiques prêts à apprendre le breton. Je suis parti de l'intérieur de l'école. Diwan de l'extérieur. Les deux voies sont possibles et complémentaires, l'une s'inscrivant en pleine légitimité, l'autre restant dans la stricte légalité.

Le P. B. : Le droit certes mais avez-vous à nouveau résolu les problèmes de financement cette année ?

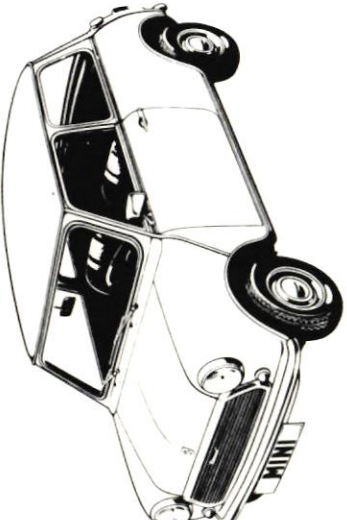
J. C. : Non pas encore, mais je suis optimiste. Il me semble en effet que les différentes institutions concernées ne peuvent nier l'évidence. Comme je vous l'ai dit, le Maire de Rennes, M. Edmond Hervé, m'a déjà reçu ; le Président du groupe communiste semble mieux comprendre notre démarche ; les conseillers généraux avertis par notre lettre peuvent difficilement refuser de nous aider. Bref, nous espérons rassembler sans trop de difficultés la somme nécessaire à la rémunération de 16 heures de cours par semaine dans les 5 écoles de Rennes (1).

Le P. B. En définitive, que souhaitez-vous dans l'avenir ?

J. C. : Je souhaite avant tout que les parents soucieux de voir leurs enfants apprendre le breton se joignent à nous. Je précise d'ailleurs que beaucoup parmi ceux qui ont été intéressés par ces cours ne sont pas bretonnants de naissance considérant cependant que l'étude du breton ne peut être qu'une richesse pour leurs enfants. Tous les parents intéressés (notamment dans les départements bretonnants), peuvent susciter dans l'école fréquentée par leurs enfants la mise en place de cours de breton comme nous l'avons fait nous-mêmes. Je suis sûr que de nombreux parents peuvent entreprendre cette démarche. Plus nous serons nombreux, plus il nous sera facile de mettre l'Éducation Nationale devant ses responsabilités légales afin d'obtenir progressivement une intégration et une généralisation du breton à l'école. A ce moment, nous nous effacerons volontiers comme employeur, tout en continuant bien entendu notre tâche de parents d'élèves.

(1) Ecoles primaires de la Liberté, Joseph Loth, Pierre Le Grand, Jeanne Jugan et une école maternelle, École du Faux Pont.

Heureux soit QUI «MINI» PENSE !...



Modèle 81

20 950F

«1000»

clés en mains
au 01.10.80

René GUILLON
SEBASTOPOL AUTOMOBILE

56, rue Sébastopol et 231, rue Jean-Jaurès, BREST
Tél. 44.70.48, 44.19.79 et 80.17.59



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 17 janvier:

à Langueux (22)
fest-nos avec Malhambre, Fol Avril, Pinc-Kerbœuf, etc... organisé par Diwan St-Brieuc.

● Le 7 février:

à Gomenec'h (22)
fest-nos organisé par Diwan St-Brieuc.

à Locminé (56)

fest-nos avec Korriganed er Lann, er Braz-er Buhé; er Velinerion Gwened, Beauchamp-Hervieux, Udo-Lefebvre, er Luherned; organisé par Dastum-Bro Gwened.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

● Dossier Plogoff:

— à Lamballe, le 16 janvier, petite salle municipale, route de Collinée, à 20 h 30.

● Théâtre en breton:

— **Nomenœ-oe**, par la troupe Ar Vro Bagan, renforcée à l'occasion par Gwalarn, Storlok et la Kevrenn Sant Mark, le 8 janvier, à 20 h 30, dans la grande salle du PAC, à Brest.

● Langue bretonne:

— 3 week-ends d'apprentissage à Trégastel, les 10-11 janvier, 14-15 février, 14-15 mars. Renseignement: Evlin Raoul, Centre Hélio-Marin, Trévou-Tréguinec, Tél. 23.71.20.

● Spectacle:

— **Julos Beaucarne**, le 16 janvier à Monterblanc (56).

LIVRES

LES CHEMINS DE CROIX DE Y.P. CASTEL

Ce qu'il ne fallait pas dire: un atlas aussi détaillé ne risque-t-il pas d'être un parfait guide pour le pillage des œuvres d'art?

«Pire que les voleurs, il y a les commerçants, et pire que les commerçants, il y a le délaissement collectif de son patrimoine par le peuple breton!».

L'abbé Castel ne mâche pas ses mots, pas plus qu'il n'a ménagé sa besogne pour réaliser ce travail colossal: le répertoire des croix et calvaires du Finistère. 3135 descriptions, commune par commune, avec autant de dessins! On est loin ici de l'érudition cantonale (qui peut d'ailleurs être fort digne d'intérêt!). C'est un travail véritablement et pleinement scientifique qu'a réalisé Y.-P. Castel, qui est d'ailleurs collaborateur de **l'Inventaire de Bretagne**. Il tient au demeurant à signaler qu'il a reçu de solides aides, celle de Jo Irien, par exemple; celle de Louis-Pierre Le Maître qui a étudié plus précisément la partie du Finistère située à l'Est de Quimper. Celle des communes aussi, puisque la quasi-totalité d'entre elles, plus de trois cents, ont répondu au questionnaire préliminaire. Et quand on sait que certaines d'entre elles comptent plus de cent croix, on mesure l'aide populaire dont a bénéficié l'atlas. L'abbé Castel insiste sur ce caractère populaire: les croix, les sculptures, ce ne sont pas les riches, de manière générale qui les ont érigées: mais bien le peuple, et bien souvent de manière collective. Que l'on songe aux objets

des maisons, aux lits-clos par exemple; on avait, il y a peu, un sculpteur comme on a maintenant un concessionnaire auto: à proximité de chez soi... A Logonna, en 1920, il y avait trois cents tailleurs de pierre qui travaillaient pour les gens!

Pourquoi les croix, alors? Et pourquoi tant de croix chez nous?

Souvent pour marquer des limites: de paroisses, par exemple, sur lesquelles se sont calquées les communes. Ces croix ont autant d'importance donc, par le lieu où elles sont implantées que par leur valeur artistique. Et leur propriété collective par les habitants de la commune est encore clairement perçue. On se rappelle bien la réaction violente qu'avait soulevée la décision d'Edouard Leclerc, il y a quelques années, de déplacer un calvaire dans l'une de ses propriétés, à Saint-Divy! Parfois également, c'était des croix d'itinéraire, avec un tronc où, au retour des foires, on déposait son obole: «la sécurité sociale de l'époque» dit l'abbé Castel qui admet d'ailleurs que, les voleurs d'alors n'étant pas meilleurs que ceux de maintenant, ces troncs devaient être bien souvent pillés! Les «croix des morts» en général, n'ont pas commémoré un accident ou un crime, mais servi de cimetières sauvages, qui étaient d'ailleurs combattus par les autorités. La création de cimetières paroissiaux a été un facteur de structuration sociale: «Vérifier une population, c'est aussi vérifier ses morts»...

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

**Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtes**

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone **60.21.62**

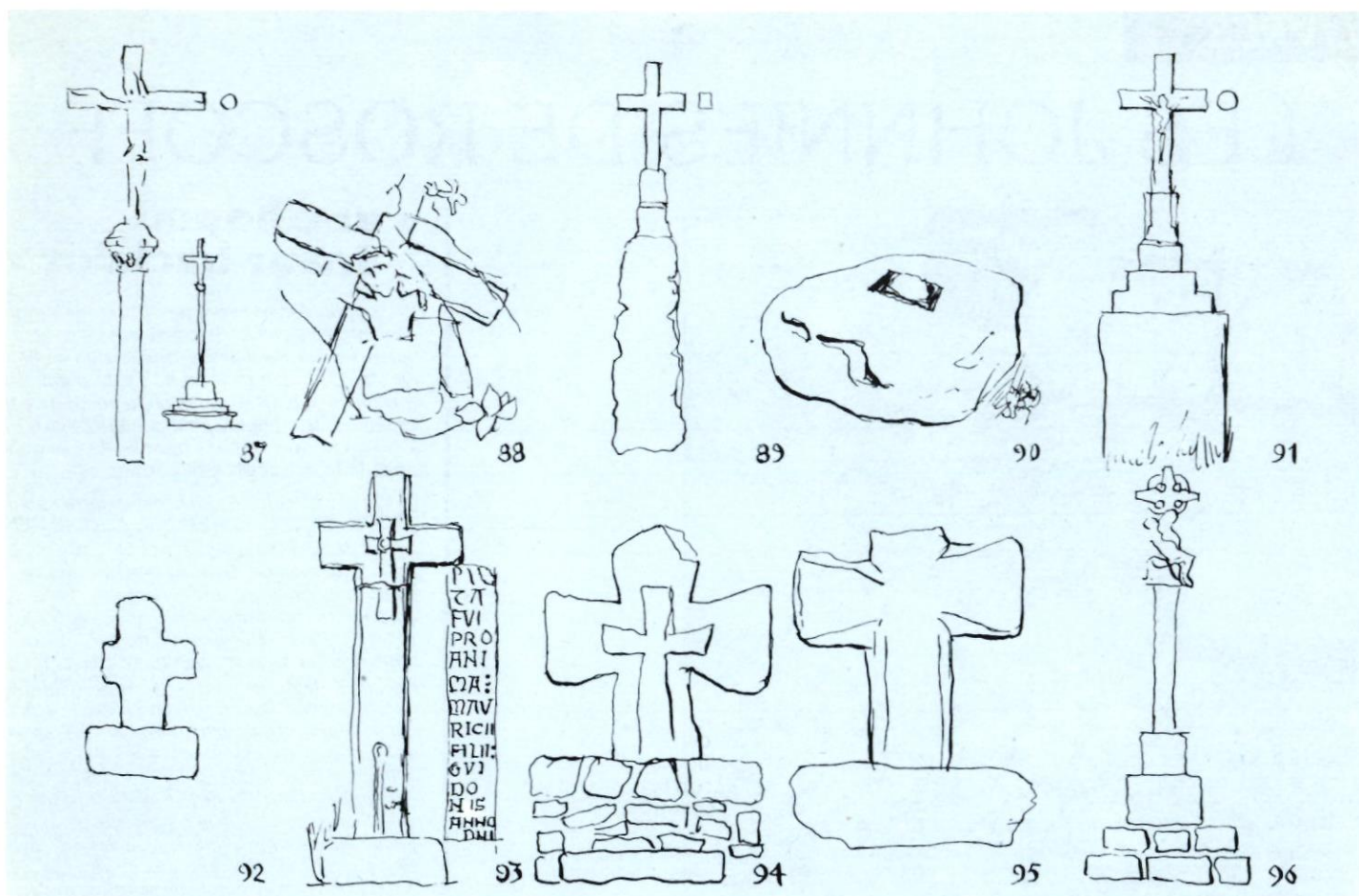
BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone **326.11.58**

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone **79.01.87**

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**



Calvaire à Brasparts



Le rôle des croix n'est donc pas que de dévotion, l'atlas décrit plusieurs fois des croix représentant des outils de travail; navettes à filer par exemple, évoquant l'âge d'or du commerce breton de la toile, équerres, haches, forces à tondre...

Prêtre, Y.-P. Castel n'aime pas beaucoup que l'on dise que la grande vague du christianisme en Bretagne a tout détruit du passé. Ce ne fut pas une «révolution culturelle» mais une évolution. Y.-P. Castel relève qu'en Finistère seulement une bonne centaine de stèles pré-chrétiennes ont été christianisées.

Scientifique, il se refuse à faire des choix esthétiques, même s'il a des préférences. Le XIX^e siècle, souvent décrié, a eu ses grands sculpteurs, Yan Lahantec, de Morlaix, Poileu de Brest, les Donnart de Landerneau...

C'est un travail de... bénédictin qu'a abattu l'abbé Castel. Son fichier impressionnant, il avait commencé à le constituer il y a vingt-cinq ans, à Saint-Thégonnec; il s'y est mis sérieusement, professionnellement, depuis 1975. Son ouvrage, publié par la Société Archéologique du Finistère, est paru pour «l'année du patrimoine». Ouvrage méticuleux, d'imprimeurs locaux (ceux de l'Imprimerie Régionale de Bannalec), outil précieux car reconnu autant par les paysans que par les intellectuels, il constitue une indéniable réussite.

J. G.

Atlas des Croix et Calvaires du Finistère, par Y. P. Castel, publié par la Société Archéologique du Finistère, (env. 150 F).

LES JOHNNIES DE ROSCOFF



Photo extraite
du livre de
Fr. Guivarc'h

Le Roscovite, nous fit François Guivarch (1), c'est débrouillard et travailleur. Ajoutons à cela un indéniable sens des affaires et nous obtenons l'explication du phénomène Johnny, ce « Petit Jean » vendeur d'oignons qui depuis 150 ans, passe aux yeux des Anglais pour un des symboles de la France, au même titre que la baguette de pain ficelée au porte-bagage, et le bérêt basque.

Comme il fallait de l'audace à cet adolescent de vingt ans, Henri Ollivier, pour affréter un canot, le charger d'oignons, et aller, 14 ans après Waterloo, défier sur son propre sol la « nation des boutiquiers » ; géniale idée pourtant puisque en 1929, avant que la crise, puis le protectionnisme, ne viennent perturber le commerce mondial, près de 1400 vendeurs et bottleurs franchissaient chaque année le Channel pour la saison.

Les Johnnies de Roscoff retracent l'historique et la portée du phénomène. L'enquête n'a sans doute pas la rigueur d'une analyse sociologique, mais n'en

utilise pas³⁷ moins avec bonheur les archives de l'Association des Marchands d'Oignons, et la presse d'époque, tant anglaise que française. Mais c'est surtout l'histoire d'un souvenir que nous retrace François Guivarch, souvenir chaleureux transmis de vive voix par les participants eux-mêmes.

Riche en informations sur la Belle Époque du mouvement Johnny, le livre est en revanche plus discret sur les développements les plus récents d'un mouvement resté vivace, et, dit-on, rémunérateur. À l'heure du marketing, du Marché Commun et des liaisons régulières, le mouvement Johnny peut-il survivre sans se transformer radicalement ? L'audace et l'endurance expliquent le succès de ces ambassadeurs bretons auxquels ce livre rend un bel hommage.

Bernard Sellin.

(1) François Guivarch. *Les Johnnies de Roscoff*, Quimper, Editions Nature et Bretagne, 1979. 197 pages.

« ur c'hopeti dre ar backdor »

Certains Johnnies ont passé presque autant de temps en Grande-Bretagne que chez eux et parlent moins volontiers français qu'anglais ou breton. Leur breton s'est d'ailleurs fortement anglicisé au point d'adopter, par exemple, *ur c'hopeti pour a cup of tea* ! Fr Guivarch donne un exemple de ce qu'il appelle le breton anglais des Johnnies :

« Ebarz Poole e kichen Bournemouth edom o stoppi. Ar business a ioa goudig awalh, hag ar Master a ioa eun den chik. Gwir eo, ar fader a zu-man oa. Gant va broder e wezem o china, a wechou war annaëred (e bord kearez oa leun euz ar reman), hag a wechou all a vezem, aliez dre foggy amzer, war a maneriou, ar re entre hag ar re rouez. E lod euz ar-reman, ar vissez a veze digaloun ouzom, mad e lod all e veze kinniged deom, eur c'hopeti dre ar backdor. Eun dervez on doa bet malleur. Hon tiez a ioa bet stanket deom gant eur boger a Johnny, hag on doa c'hoanteat diouz an noz, linka hor stake en eur chap bier elec'h ma oam sur awalh da gaoud plenty a bratikou. Hag ar John an-pick er chap. Nom doa ket amzer da eva eur paintad bier en er ginnig or pakajou, ma oam bet picked gant eur policeman ha kaset d'ar police station. Kitez oam bet eno en eur baea deg shilling (da lavaret eo eun anter-pond) amand.

En faisant traduire, vous obtiendrez à peu près ceci :

« Nous stationnions à Poole auprès de Bournemouth. Le métier était assez intéressant et le patron un chic type. Il est vrai que c'était notre père. Avec mon frère nous chinions parfois en ville dans les nombreux quartiers populeux des faubourgs et parfois aussi, nous parcourions les villages, ou bien nous allions, souvent par grosse brume, chiner dans les villas et les châteaux. Dans certains de ceux-ci, la maîtresse de maison était désagréable tandis que dans d'autres on nous offrait volontiers une tasse de thé par la porte de service. Un soir que nous avions été malchanceux — nos clients habituels s'étaient vus bourrer d'oignons par un sacrifiant de concurrent — nous avions voulu liquider notre restant de marchandise dans une brasserie où nous étions à peu près sûrs de trouver beaucoup de clientèle. Et Johnny de rentrer directement dans le café. Nous n'avions pas eu le temps de boire une pinte de bière en offrant nos paquets d'oignons, que nous étions pincés par un policier et conduits au commissariat de police, où nous en fûmes quittes pour dix shillings (c'est-à-dire une demi livre) d'amende ».

Bières, eaux minérales
Fuel, lubrifiant TOTAL

Jean PICAUD

10, rue Lamennais

Tél. 60.01.23

56 LOCMINÉ



Agriculture

— *Paysans Travailleurs des CDN: La Harmoye — L'agriculture des paysans ou celle des industriels?* (avril)

— **F. Favereau:** Après les manifestations à St-Brieuc, les idées progressent (mai).

De moins en moins à produire... de plus en plus (juin).

La sélection des paysans (juillet).

Les paysans, le juge et les notables UDF (août).

— **P. Gouez:** Eté 80: une crise du porc différente (septembre). Un bilan de l'affaire Henry (septembre).

HENAUT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

DIALOGUES

37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial Rallye Brest



Librairie - Disques



Culture

— Débat: Qui parlera Breton en l'an 2000? (janvier).

— **Y.-F. Langoët:** Alors Gilles Servat, quoi de neuf? (janvier).

— **J. Guéguénat:** Les nouveaux chanteurs occitans (février).

— **R. Leprohon:** De quand datent les Celtes? (février).

— **Paol Keineg:** Reun ar c'halan, poète breton d'Amérique (février).

— **J. G.:** Un bilan du cinéma breton (mars).

— **P. Noutary:** Enseignement public. La colère monte! (avril).

— **A. Postic:** La Manu (avril-juin-août).

— **M. Kerfeunteun:** La manifestation du Front Culturel (avril).

— **A. Ily:** Les Bretons à la lumière de la sociologie (avril).

— **A. Kervern:** Les ambitions du Teatr Penn ar Bed (mai).

— **J. Debos:** Une voix pour les Berbères (mai).

— **L. Philippon:** Anje Duhalde, chanteur basque (juillet).

— **R. Lafont:** Le breton, la jeunesse d'une vieille langue (juillet).

— **J. G.:** Du côté des culturels... (juillet).

— **Quilapayun:** Le Chili et la Bretagne (août).

— **Section UDB Douarnenez:** Le festival de cinéma de Douarnenez (août).

— **R. L'Hostis:** Où en est Diwan? (septembre).

— **J.-L. F.:** L'œil de « Sellit » (septembre).

— **Section UDB Douarnenez:** Après le festival de Douarnenez (octobre).

— **I. Rémond:** Comment se vend le livre breton? (octobre).

— **J.M. L. B.:** Le Bide(t) d'Orgueil (novembre).

— **S. Moëlle:** La vache et le cheval d'orgueil: même combat (novembre).

— **J. L. F.:** La « Boudica de Paol Keineg » (décembre).

— **P. Person:** Gouren. Une prise qui va prendre! (décembre).

— Travail blanc, une nouvelle inédite de R. Maltête (décembre).

— Le Front Culturel Progressiste occupe le bureau du directeur régional de FR3.

Économique et Social

— **M. Le Moing:** AOIP la fin d'un rêve? (janvier).

— **G. Provost:** Halte à la casse de

l'hôpital public (janvier).

— Navigation Aérienne. Les contrôleurs de Brest expliquent leur lutte (janvier).

— **Fédération UDB de Brest:** Brest. Quel avenir pour l'Arsenal? (janvier).

— **J. Y. Guengant:** Brest. Août 1935. L'Arsenal en grève (janvier).

— **D. Dollé:** La Marine Marchande à l'abandon (février).

— **Cellule UDB Quimperlé:** Quimperlé... on liquide (février).

— Le Crédit Mutuel en Bretagne (février).

— **M. C. Corre et Y. Brien:** Le projet « Alter » Breton (février).

— **R. Le Guellec:** St-Brieuc. Ville de bureaux ou de commerces de luxe? (février).

— **M. F.:** A la SNIAS. Directeur sourd cherche nazairiens à genoux... (février).

— **J. R.:** La conserverie, comme la sidérurgie. 4000 emplois en moins... (mars).

— **Section UDB de Lamballe:** CCB-Lamballe, 5 mois d'occupation (mars).

— **Cellule UDB Rosporden:** Veux-tu laisser ce train à sa place! (mars).

— **Y. Quénéhervé:** Voici Mac-Copex... (mars).

— **M. Guilloux:** Roscoff Peraridy. Les déshérités de l'oubli. (mars).

— **Section UDB Douarnenez:** Douarnenez, des femmes en lutte pour leur emploi (avril).

— **Section UDB Pont l'Abbé:** Le Minor, encore un coup dur...

— **J. Guéguénat:** Le Crédit Mutuel, une banque comme les autres? (avril).

— **Cellule UDB Quimperlé:** Bigard ou Bigard? (mai).

— La banque bouge!... (mai).

— Débat: quel avenir pour les coopératives ouvrières de production? (mai-juin).

— **Cellule UDB du Port de Commerce de Brest:** La 3^e forme de Radoub, un outil exceptionnel aux mains d'une direction-colonialiste (mai).

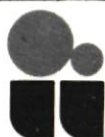
— **R. Le Guellec:** Joint Français. La 2^e lutte (juin).

— **C. Cabon:** Brest. La brasserie en danger (juin).

— Interview: la longue grève des éboueurs de Quimper (juin).

— **Les 3 inculpés UDB de Rostrenen:** Arrêts de trains. C'est la justice qui coupe le sifflet! (juillet).

— **Section UDB Lannion:** Lannion - Polydess - Une usine pirate à l'œuvre (juillet).



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches



- Pêche - Lorient - Refuser le déclin (août).
- La réalité économique du Tourisme (août).
- **R. Le Guellec**: Le Joint Français, le symbole renversé (août).
- **Y. Vanzoto**: Un nouveau foyer de lutte aux Transports Verney (août).
- Les tristes records de l'hôpital de Landerneau.
- La reconversion professionnelle à la chambre de commerce de Rennes: du vent (septembre).
- **M. Catherine**: Nantes-St-Nazaire, un port autonome abandonné par sa région (octobre).
- **J. L. F.**: Des bons et des mauvais contestataires (octobre).
- **P. Guéguénat**: Pêche. Marre d'avoir raison (Octobre).
- Un syndicat de lutte dans l'enseignement privé: le SNPEP/CGT (octobre).
- **P. Dréau**: 1985, 200.000 chômeurs? (novembre).
- **Fédération UDB Lorient**: Les fils des ouvriers des Forges comme leurs pères? (novembre).
- **Cellule UDB Thomson-CSF**: Répression à la Thomson-CSF à Brest (novembre).
- Les châteaux de sable de nos bâtisseurs. Baie de St-Brieuc (novembre).
- **J. Roudaut**: une politique d'assistance pour le Centre-Bretagne (novembre).
- **J. Roudaut**: Le bâtiment en crise (novembre).
- **P. Kernan**: Lamballe. La cause... et l'effet (novembre).
- **Cellule UDB Zup Sud-Rennes**: La lutte des parents d'élèves de Torigné.
- **J. Y. Guiho**: Darèges-Vannes. 200 emplois menacés (décembre).

- **M. Catherine**: L'agonie du port de Nantes (décembre).
- **M. Catherine**: Mirifiques promesses en Basse-Loire (décembre).
- **R. Martin**: Quand les élus du pays de la Mée s'interrogent (décembre).
- **Section UDB de Pont-l'Abbé**: On reparle du village de vacances de Plovan... (décembre).
- **F. F.**: Un collectif de résistance au projet du barrage de Lémézec (décembre).
- **A. Russon**: Quand la CFDT des « Pays de Loire » se sent bien dans sa peau (décembre).
- **J. P. Th.**: La lutte s'organise à l'Union des Coopérateurs de Bretagne (décembre).

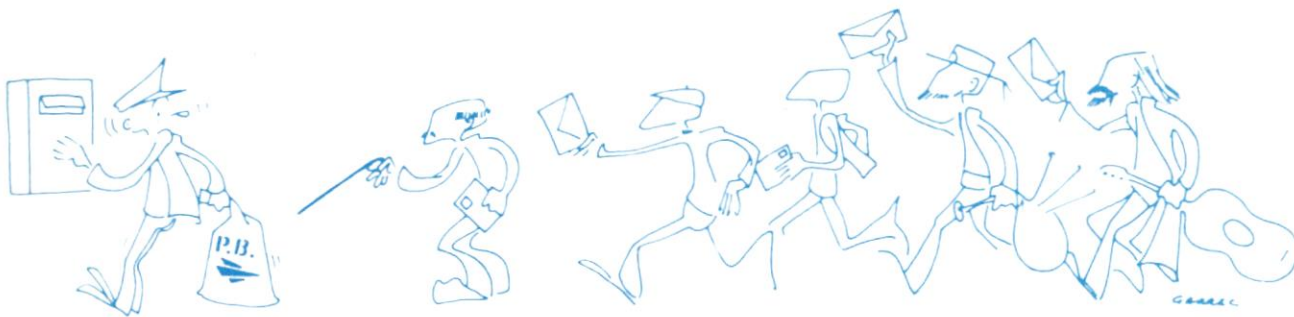
Politique

- **M. François**: à MM. Les préfets « Le Monde » reconnaissant (janvier).
- **J. Debos**: « Bretons à vous de parler » (janvier et avril).
- **L. Le Page**: 1979, Vive la Révolution (janvier).
- **J. L. F.**: Bruits de bottes (février).
- **Section UDB de Crozon**: Crozon. Vivre avec les militaires? (février).
- **L'UDB et le financement des partis** (février).
- Un débat du Peuple Breton: Le Dossier Nucléaire (mars).
- **J. Roudaut**: Brest. Conflit de classe autour d'un couloir de bus (mars).
- **J. Roudaut**: Marée Noire. Faut-il s'y habituer? (avril). Tanio, les questions.
- **Jean Guéguénat**: « Plogoff » C'est maintenant que le plus difficile commence.
- Centre dur ou le PC et la décentralisation (avril).
- **L'UDB analyse la crise économique** (avril).
- **J. G.**: Les marées noires sont-elles d'utilité publique? (mai).
- **M. L. D.**: Plogoff, et maintenant (mai).
- Le XV^e Congrès de l'UDB (mai).
- **J.M. Guilloux**: Le coup de Plouigneau (juin).
- **J. Guéguénat**: Les municipalités bretonnes de gauche à mi-parcours (juillet).
- **Glomel. M. Feuvrier et J. Y. Tanguy** en campagne.
- **Jean Guéguénat**: Qui sont les autonomistes? (août).
- D'Ornano et les ploucs (août).
- **J. Roudaut**: Brestopolis? (août).
- Où en est la candidature des peuples minoritaires aux présidentielles? (septembre).
- Quatre femmes pour représenter l'UDB aux sénatoriales (septembre).
- Réponse à « Bretagne-Nouvelle » à propos d'un article sur l'UDB (septembre).
- **J. Couegan**: Les cornemuses de la brume... (septembre).

- Bredouilles? (septembre).
- **Michel François**: Comment fabriquer les « pays de Loire » (octobre).
- **G. Salaün**: Qu'allait-il faire dans cette galère? (octobre).
- Pour le Centre-Bretagne. Meeting UDB à Carhaix.
- **J. G.**: En passant par la Bretagne avec leurs (gros) sabots... (novembre).
- **J. L. F.**: « Solidaire et Fraternelle » (novembre).
- **J. Roudaut**: Plogoff, du neuf... (novembre).
- **L'UDB aux sénatoriales** (novembre).
- **P. Dréau**: La nouvelle donne giscardienne (décembre).
- **J. Guéguénat**: La bombe à neutrons, un pas décisif vers le cataclysme (décembre).
- Le nucléaire, rien ne va plus (décembre).
- Du champagne pour Bigeard (décembre).

International

- **J. L. F.**: Bruits de Bottes... (janvier).
- **Y. Le Roux**: Liban. Ce qui est en jeu (janvier).
- **J. P. Fichen**: Crime en Floride (février).
- **Y. Le Lay**: Les Kurdes, un peuple écartelé (mars).
- **H. Grall**: Zimbabwe. Euzkadi. Les 2 victoires (avril).
- **G. Gasparutto**: Guerre d'extermination en Erythrée (mai).
- **J. Luguern**: Le Viet Nam a 5 ans (juin).
- Des Bretons en Algérie (juin).
- Interview: la longue marche des Saharaoui (juillet).
- **Cellule Thomson-CSF Brest**: L'Algérie. Un immense chantier (août).
- **Interview**: L'UGTA à Brest. Une voie pour le socialisme (août).
- **P. Kernan**: Belfast. La guerre des gosses (septembre).
- Pour la Namibie (septembre).
- **J. C. Cassard**: La victoire de Gwynfor Evans (novembre).
- D'après Enbata: « On torture dans l'Espagne Démocratique » (novembre).
- **J.-C. Cassard**: Quelle indépendance pour les Nouvelles Hébrides? (décembre).
- Et le problème Breton de Brest à Nantes (**G. Patris**), le courrier des lecteurs (**J.Y. Monnat**), l'Édito (**Bureau Politique de l'UDB**).
- Les dessins parus étaient signés: **Nono, Laor'z, Kerivel**.
- Quant aux photos, elles ont notamment eu pour auteurs: **Yvon Boëlle, J. Pellen, M. Baudry, Yvon Beguvin, Erwan Guéguénat, Gernot, J. Le Fèvre, Y. Chapalain, J. Begot, A. Le Gal, I. Bamde, B. Peran, G. Gasparutto, Sellit, C. Cabas, A. Huby, G. Le Bris, J. Guisnel, J. Y. Varin, R. Le Guellec, M. Guillaume, M. Catherine, Y. Quénéhervé, P. Morvan, M. F., R. Maltête**.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Pour un tournoi des 8 nations

Il existe, en rugby, le tournoi des 5 nations. Ce tournoi pourrait, en fait, se résumer à une seule rencontre: France-Grande Bretagne!

Mais les Britanniques ne sont pas, eux, étouffés, par le centralisme, et les différentes nations qui composent la Grande Bretagne sont représentées: Angleterre, mais aussi Ecosse, Pays de Galles et Irlande.

En France, rien de tel, bien sûr: les Occitans, les Basques, les Bretons sont dépouillés de leur nationalité et vêtus de l'uniforme (pseudo-carcéral) bleu-blanc-rouge.

On n'est donc pas prêt de voir le Tournoi des 8 Nations, ce qui, pourtant, n'aurait rien de choquant.

Mais, ce qui n'est pas possible en rugby, l'est peut-être en football. Imaginons un tournoi des 5 Nations, purement celtique, entre l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles, la Bretagne et la Galice! Les trois premières citées (les nations britanniques) ont depuis longtemps une équipe nationale (même

l'Ulster, qui est grand comme la Loire-Atlantique dispute la Coupe du Monde!) Il faudrait donc constituer une équipe nationale de Bretagne (de même pour les hispano-celtes de Galice). Nous possédons des équipes de valeur variable (Nantes, Brest, Guingamp, Quimper, Rennes), et des joueurs plus ou moins renommés. Kéruzoré, Lenoir, Floch, Rico, Redon, Gouëffic, Tanter, etc... N'y a-t-il pas là de quoi former une solide sélection bretonne qui donnerait du fil à retordre aux autres nations celtiques? Quant aux rencontres, elles se dérouleront alternativement sur les différents stades de la région et non pas, comme en France, toujours à Paris. Enfin, les bénéfices réalisés permettraient de renflouer les caisses des clubs en difficulté. Sans oublier l'impact économique vis à vis des organismes de transport, de restauration, etc, qui bénéficieraient eux aussi du déplacement des supporters...

Pour que la Bretagne puisse avoir, elle aussi, une équipe nationale, il existe d'ores et déjà un club de supporters «Araok Vreizh» (En Avant Bretagne), Aidez-le!

Michel Gaubicher, Châteaubriant.

Espoir et confiance

Le Peuple Breton, quel beau titre pour un journal Breton, mais le Peuple Breton comprend aussi, même ceux qui n'ont pas suivi les directives de l'UDB. Je pense à nos camarades et compatriotes prisonniers politiques Bretons, otages de l'état français, je sais que le n° 203 dans l'article «deux poids, deux mesures» leur a donné «Espoir et Confiance». Je vous en remercie.

François Lécuyer, Trigavou.

Stivellement votre

«Celticité?... Celtitude?...» Vous demandez une réponse. Voici la mienne: je m'en moque! Je voudrais seulement vous demander s'il vous est décidément impossible de parler d'Alan Stivell sans tremper votre plume dans le vinaigre et sans cracher dans la soupe. Avez-vous un compte à régler avec lui? Son succès vous resterait-il en travers de la gorge? On peut se le demander. Certes, vous lui faites aussi des compliments — évidence oblige — mais ce n'est que pour donner ensuite plus de poids à vos critiques. Cela a l'air de vous gêner qu'il ne se soit pas contenté d'être le Menuhin ou le Rostropovitch de la harpe celtique. Vous devriez vous en réjouir... A travers sa musique et ses chants, c'est la Bretagne, sa langue, son histoire, ses luttes qu'il fait connaître et applaudir dans le monde entier



MONSIEUR MEUBLE

LE ROUX

FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



Grand Gousier

PRODUITS RÉGIONAUX DE BRETAGNE

Tél. (98)95.56.46 "fait-main"

Charcuterie - Biscuiterie - Cidre

ouvert le dimanche matin

Echoppe n° 28
Halles de Quimper

PRIX SPECIAUX aux Restaurants, Comités d'Entreprise, Collectivités...

Crêperie industrielle

LE DEUFF

Route de Bannalec
ROSPORDEN

Tél. : 59.22.07

RADIO - MODELISME
MAQUETTES



boudik gwen

33, rue des Régaires

QUIMPER - Tél. 95.84.82



les presses bretonnes

Z.I. « Les châteaux », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



pour des foules considérables. Personne ne l'avait fait avant lui. Et sa réussite indiscutable prouve que son ambition n'était pas exagérée...

Vous l'attaquez sur « l'universalisme ». C'est son but. Mais a-t-il jamais dit qu'il l'avait atteint? Peut-être pourriez vous lui donner tout de suite la bonne recette, puisque vous savez si bien ce qu'il ne faut pas faire pour y arriver. Il a la volonté de le rechercher. Il a le mérite de vouloir rapprocher les peuples par la musique, qui est son domaine. Celle de la Symphonie Celtique, pour moi, c'est une grande bouffée d'air pur, parfumée de fraternité et d'espoir, au milieu de notre égoïste monde en décomposition. Pour cette œuvre, d'une incomparable beauté qui fait battre très fort mon cœur celtique, pour tout ce qu'il a fait avant, comme pour tout ce qu'il fera après, je le remercie profondément.

Quant à son breton... chimique?? C'est une accusation un peu usée et trop facile. L'essentiel, je crois, c'est que grâce à lui des étrangers, un peu partout dans le monde, se mettent à apprendre la langue bretonne, chimique ou pas. Mais vous, le spécialiste qui faites la fine bouche, dites-nous un peu ce que vous avez fait pour elle? Et d'où tenez-vous le droit de vous ériger en juge? N'est-ce pas là faire preuve d'une... ambition excessive... ce qui n'est pas rare de la part d'une élite qui pense détenir la vérité. Je vous en prie, cessez de couper les cheveux en quatre, n'essayez plus de nous éblouir (nous, les gens ordinaires), en nous jetant à la figure vos prétentieuses connaissances, vos phrases alambiquées, vos mots savants. Celtitude?... Celtitude?... Le peuple breton s'en fout. Il reconnaît en Stivell son très grand musicien. Il aime sa musique hors de toute analyse compliquée et inutile. Il lui sait gré d'avoir sorti la Bretagne de l'ombre, de lui avoir donné vie et renommée sous toutes les latitudes. La prochaine fois, pensez un peu à tout cela, avant de sortir vos griffes... Et si vous êtes vraiment Breton, ne vous plaignez pas que la mariée soit trop belle.

A. Talarmin, Brest.

Sans malice, je crois, cher lecteur, que votre lettre est excessive en bien des points. Exemple majeur: accuser J. Le Fèvre de tremper systématiquement sa plume dans le vinaigre quand il évoque Stivell est tout à fait excessif. La preuve? Vous la trouverez à la page 26 du PB n° 195. Les éloges qu'il y a consacré à la symphonie celtique surpassent encore l'admiration que vous exprimez dans votre lettre. Et si vous y trouvez la moindre trace d'acide celtique (pardon, acétique), je vous décerne une grande médaille de mauvaise foi. Vous vouez à Stivell, une admiration apparemment sans mélange au point que vous n'acceptez pas que la moindre critique effleure votre idole (ne vous récriez pas devant le terme: affirmer que vous le remerciez aujourd'hui pour ce qu'il fera demain est un acte de foi, et ne porte pas d'autre nom). Ne pouvez-vous pas admettre que la critique puisse être constructive alors que la louange constante et sans réserves conforte l'artiste dans ses imperfections (je marche sur des œufs, voyez, je ne parle pas de défauts).



Premier prix de sécurité:
36.220F. clés en main.

VOLVO 343

343 L, Prix au 1/9/80. Modèle 81. 1 version boîte automatique 8 CV, 1 version boîte manuelle II CV.

S.E.V.I.

Société Entretien
Véhicules Industriels

s.a. GUALBERT

BREST

12, rue Anatole-France

Tél. 49.14.19

QUIMPER

R.N. 165 Quimper-Lorient

Troyalac'h - Saint-Evarzec

Tél. 90.32.09

Ets LUCAS

Bières - Fuel
Tél. 93.12.84 CARHAIX

« Kronenbourg »

Dépôt Exclusif Agréé

Breiz
Imprimerie

100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Armor·lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

La Belle Epoque

Antiquités - Brocante

35, rue Jean-Macé - BREST
Tél. 46.44.77

Galerie : Le Bonhomme
Encadrement
31, rue du Pont
PONTIVY

Oeuvres originales de
nombreux artistes à votre
disposition

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

CRÊPERIE « Chez Loïc »

32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83



TANGUY

Bois - Matériaux

Lannilis - Brest - Landerneau

J. ROLLAND

56460 LA CHAPELLE-CARO

**Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central**

Tél. 74.92.95



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

LUCAS ELECTRICITÉ

Dépannage - Entretien
Réparation - Installation

Atelier de réparations de tout matériel électrique
PERMANENCE TOUS LES LUNDIS

254, rue Anatole-France - BREST
Téléphone : 45.34.85

AGENCE IMMOBILIERE PENN-AR-BED

PRIGENT, 27, rue du Mur - 29210 MORLAIX - Tél. 88.49.52

Pour vous libérer de vos problèmes d'emplois ou réaliser votre « AN DISTRO », nous vous proposons sur départements 29-22-56 un grand choix de fonds de commerce (bars, bar s-tabacs, restaurants, librairies, disques, boulangeries, alimentation, garages, sports-loisirs-plaisance, cadeaux-souvenirs, confections, prêt-à-porter, crêperies, poissonneries, boucheries-charcuteries, traiteurs, pas de porte, locaux commerciaux, etc...). Conditions particulières aux lecteurs du « PEUPLE BRETON ». Consultez-nous.

IMPRIMERIE CENTRALE

6, rue Faidherbe

56 LORIENT

Tél. 21.11.46



PORT de PLAISANCE

**Le Grand
Pavois**

**BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE**

Moulin-Blanc
29200 BREST
Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER

La conférence de presse du 4 décembre 1980 à Quimper, faite par le comité de défense et la municipalité de Plogoff aura apporté une information importante, en plus de celle relative au rapport des 44 experts sur la consommation d'énergie. Cette information c'est qu'à Plogoff, on continue, on ne désarme pas, on résiste encore, et plus, et mieux. Pour qui sort de la séance «Des pierres contre des fusils», en se demandant: «c'était l'année dernière, est-ce que ça peut durer?», la réponse est nette, chaude, elle emporte la conviction: «ça tient». Certains politiciens parisiens feraient bien de se promener par là, de voir ce film, de rencontrer ces bagarreurs: ça leur éviterait de confondre la lutte sur le terrain contre l'implantation d'une centrale et les discussions salonardes d'écologistes du XVI^e arrondissement, macro-bio, laine naturelle, «Le sauvage», et tout. Ça lui éviterait (à Georges Marchais), de raconter des imbécillités sur la misère des travailleurs...

Ça ne veut pas dire que le combat de Plogoff remplit l'éventail des luttes contre le capitalisme et la colonisation en Bretagne, encore moins qu'il peut prendre le relais de l'action politique. C'est vrai qu'il y a des ambiguïtés, que toutes sortes de motivations peuvent se rejoindre, qu'il y a des aspects passésistes, etc. Une vision étroite de l'écologie et c'est souvent celle qui préside dans les mouvements écologistes quand ils se veulent les concurrents des partis — même facilement à une attitude réactionnaire. Inutile donc de cacher les risques de récupération: de ce côté-là, ils existent. Ils existent aussi ailleurs, quand on voit le Parti Socialiste faire une réunion à Quimper (le 3 décembre 80), dont on ne sait plus très bien, d'après le compte-rendu (Ouest-France du 5/12), si c'est une réunion anti-centrale nucléaire en général ou du PS en particulier. Les présidentielles approchent, les cantonales se dessinent, le PS fait sa politique. Tout cela est vrai, mais ce n'est pas à nous de donner des leçons. La population de Plogoff s'est donné les moyens qu'elle a choisis dans sa lutte contre la centrale, nous les respectons, comme nous respectons le choix de l'outil syndical par les travailleurs pour se défendre face au capital. Sans doute l'avenir montrera-t-il qu'avec l'approfondissement de la lutte, le degré de conscience continuera de s'élever à Plogoff, en même temps que se renforceront les analyses.

Qui peut prétendre n'avoir aucune ambiguïté en la matière? Certainement pas le PC qui joue sur l'anti-giscardisme d'un côté et qui aide d'un autre côté Giscard et le

PLOGOFF : « Ça tient ! »



capitalisme français à fabriquer cette béquille qu'est le nucléaire qui devrait les maintenir debout dans la crise économique (1). Certainement pas le PS qui fait semblant d'être contre la centrale de Plogoff maintenant et i ici, mais dont les dirigeants, en bons gestionnaires, sont bien mous dans leur condamnation et ont d'ores et déjà accepté la nucléarisation de la Bretagne sur le plan militaire. De telles attitudes ont d'ailleurs pour effet de détacher la population du Cap Sizun du combat politique; il est mal venu de l'en blâmer après. En ce qui concerne les militants de l'UDB, leur appui, pour être discret et non récupérateur, n'en est pas moins réel, total et efficace; et pourtant nos analyses sont plus claires et plus complètes, et nous aurons l'occasion de le dire.

Il faut le reconnaître: la lutte des Plogoffites est un des faits les plus marquants de l'année 1980 en Bretagne. Nous nous devons d'observer, et d'apprendre. Cette lutte fut celle de l'unité, et de l'unité populaire; elle fut celle de l'imagination; elle fut celle de la responsabilité. Autant de caractères qui ont leur poids, pour qui se veut progressiste, anti-capitaliste, révolutionnaire, tout ce qu'on veut. Cette lutte est d'ores et déjà victorieuse sur plusieurs points: on peut parler d'une victoire sur le plan politique, car il est à peu près clair qu'il faudra au pouvoir pour construire la centrale une victoire sur le plan... militaire (des fusils contre des pierres...). La victoire de Plogoff consiste en ce qu'ils ont poussé le pouvoir dans certains de ses retranchements et qu'il y est apparu dans sa vraie nature: oppresseur et répressif. La « Démocratie Française », la « démocratie libérale » apparaît alors pour ce qu'elle est: un masque, plus facile à porter dans les périodes fastes que dans les autres.

Il est en effet désormais démontré:

- Que le nucléaire est imposé, qu'il ne peut qu'être imposé; que le consensus demandé par Giscard est impossible, parce que sa politique ne peut être appliquée que par la force

- Que le Peuple Breton veut vivre; que dans la lutte ce peuple ne se reconnaît plus dans ses élus locaux de droite, potiches ou marionnettes manipulées, notables du passé et de l'échec.

- Que la résistance est possible, et qu'elle ne fait que commencer.

Il nous faut 2, 10, 100 Plogoff en Bretagne.

Laurent Le Page,
Responsable de la Fédération
Cornouaille de l'UDB.

(1) Nous avons déjà expliqué (le PB n° 183) et nous aurons encore l'occasion de le faire que le nucléaire n'est qu'une forme de redéploiement du capital, bien plus qu'une réponse à une pseudo-crise énergétique.